



Gsef

BILBAO2018

GLOBAL SOCIAL
ECONOMY FORUM

Économie Sociale et Villes

**Valeurs et
compétitivité pour
un développement
local inclusif et
durable**

Initiatives présentées

1-3 octobre 2018

Palais des Congrès Euskalduna

ORGANISE

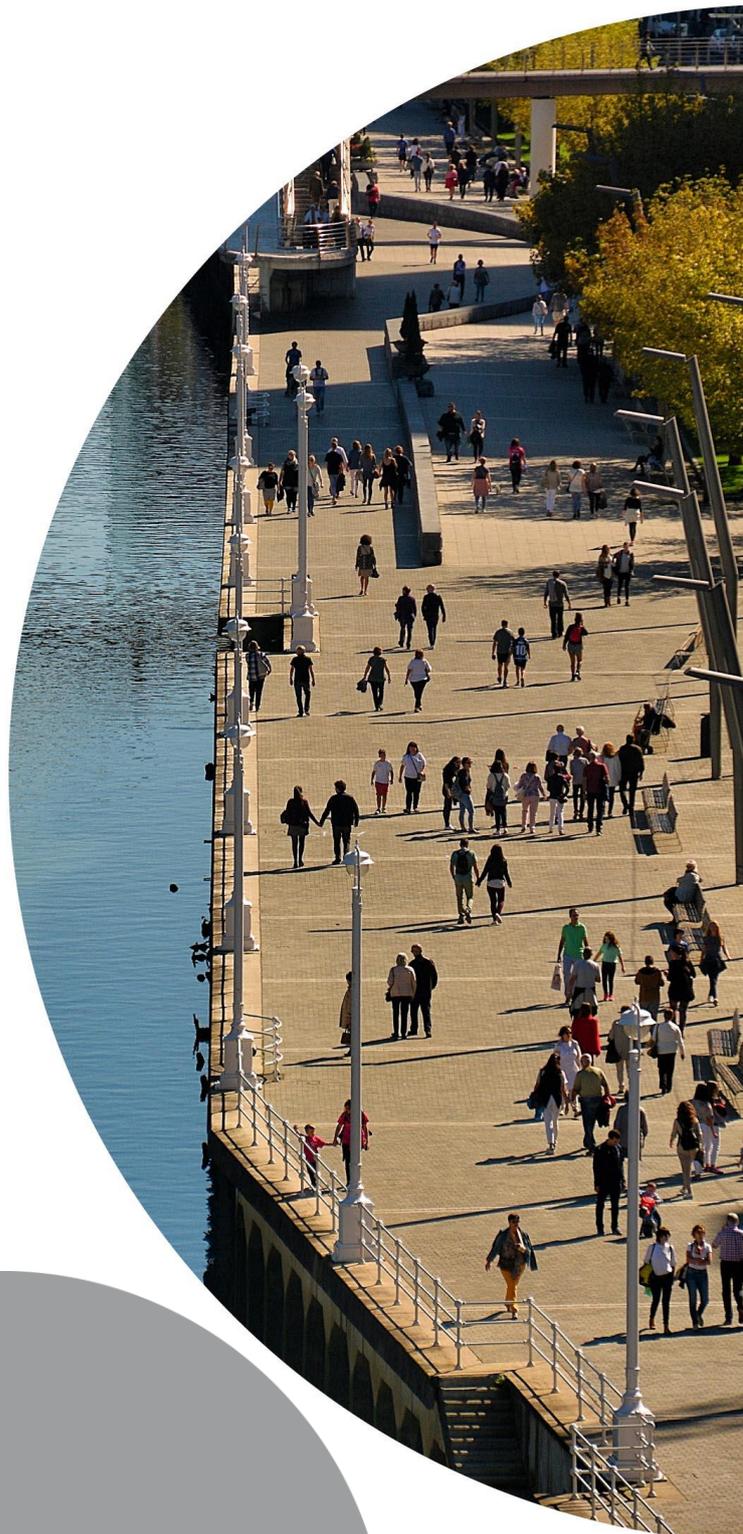
Bilbao

SPONSORS



Bilbao

www.gsef2018.org





Résumé des initiatives présentées

Le Forum Mondial de l'Économie Sociale - GSEF2018 a été la quatrième édition du Global Social Economy Forum (GSEF), une grande rencontre internationale lancée par la ville de Séoul en 2013, en collaboration avec ses partenaires locaux de l'économie sociale.

La 2^{ème} édition, qui a eu lieu en 2014, a donné lieu à la formation du GSEF en tant qu'association internationale comprenant les gouvernements locaux et les acteurs de la société civile, et reconnaissant l'économie sociale et solidaire comme facteur clé du développement économique local.

GSEF2018 a réuni environ 1 700 participants de 75 pays et 320 villes, dont plus de 200 représentants des gouvernements locaux. Réunis à Bilbao, ils ont débattu autour du sujet central du forum : « Valeurs et Compétitivité pour un développement local inclusif et durable »

Ce document reprend un résumé des 102 initiatives de l'Économie Sociale de 36 pays qui ont été sélectionnées parmi les 600 initiatives reçues dans la convocation internationale. Il reprend également un résumé des expériences partagées dans les 13 ateliers thématiques organisés par GSEF et organisations internationales.

Nous espérons que ces expériences et les organismes promoteurs vous serviront d'inspiration.

L'équipe du Forum Global de l'Économie Sociale - GSEF2018

1 Octobre / Lundi

ATELIERS SESSION 1	
1.1.	STRATÉGIES DE COLLABORATION ENTRE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET AGENTS D'ÉCONOMIE SOCIALE
1.2.	LE BINÔME DE PRODUCTION ET REPRODUCTEUR
1.3.	EXPÉRIENCES D'ALLIANCES ENTRE ORGANISMES
1.4.	INCLUSION SOCIO-PROFESSIONNELLE ET ÉCONOMIE SOCIALE
1.5.	ÉDUCATION, JEUNES ET TECHNOLOGIE
ATELIERS SESSION 2	
2.1.	EXPÉRIENCE MONDRAGON
2.2.	ÉCONOMIE SOCIALE ET CITOYENNETÉ EN COOPÉRATION : BINÔME DE TRANSFORMATION
2.3.	GÉNÉRATION DE FONDS ET D'AUTRES OUTILS POUR LA CRÉATION ET LE MAINTIEN DES ORGANISMES
2.4.	OCDE - ENTREPREUNARIAT ET INNOVATION SOCIALE
2.5.	GSEF-JEUNES ET ÉCONOMIE SOCIALE
ATELIERS SESSION 3	
3.1.	L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES
3.2.	ENTREPREUNARIAT ET INNOVATION SOCIALE
3.3.	GÉNÉRATION DE FONDS ET D'AUTRES OUTILS POUR LA CRÉATION ET LE MAINTIEN DES ORGANISMES
3.4.	OIT- LE FUTUR DU TRAVAIL

ATELIERS SESSION 1

1.1. Stratégies de collaboration entre gouvernements locaux et agents de l'économie sociale

1.1.1 Organisations d'entreprises et de juristes, travaillant conjointement pour orienter les politiques vers l'économie durable

Conseil Américain des Entreprises Durables. Washington, États-Unis.

Le Conseil Américain des Entreprises Durables (ASBC, ses sigles en Anglais) est une coalition en croissance formée par des entreprises et des organisations d'entreprises engagées envers la promotion de politiques et de solutions de marché pour une économie durable. Fondée en 2009, l'ASBC et les membres de son organisation représentent plus de 250 000 entreprises dans tous les États-Unis. ASBC informe et insère des leaders d'entreprises, tout en formant les responsables à la conception des politiques et des moyens de communication sur la nécessité et les opportunités d'une économie durable. Dans des questions comme l'agriculture durable, le changement climatique, l'eau salubre, l'augmentation de la sécurité dans les produits chimiques et l'accès au capital, entre autres, ASBC se prononce sur la question de la présence et de la force des entreprises pour créer de l'emploi, développer des activités et construire une économie durable dans le pays.

David Levine. Fondateur et président du Conseil Américain d'Entreprises durables. <http://asbcouncil.org/>

1.1.2 Innovation sociale et environnementale pour parvenir à un développement local inclusif et durable

Koopera. Munguía, Pays Basque, Espagne

Koopera emploie 594 personnes, dont 55% sont des profils d'insertion. Pour obtenir leur intégration socio-professionnelle maximale, elle crée un environnement professionnel innovateur complété par de la technologie. Elle favorise la participation des personnes dans leur propre processus de développement personnel et professionnel dans les coopératives et les entreprises d'insertion. Les activités qu'elle réalise s'attachent à répondre à des challenges sociaux et environnementaux non résolus, conçus et effectués en coopération avec les administrations publiques locales.

Javier Mariño. Gérant- Koopera. <http://koopera.org/>

1.1.3. Repenser l'économie sociale dans le Pérou des années 70 pour le local

Commune de District d'Ate. Lima et FEMLUP. Pérou

Elle présente une période de l'histoire récente du Pérou, et apporte des conclusions à appliquer dans les politiques actuelles. Entre 1968 et 1975, une démocratie pleinement participative s'est établie au Pérou, et sa stratégie a consisté à créer des entreprises publiques avec la participation des travailleurs hommes et femmes dans les organes de direction, les communautés professionnelles dans tous les secteurs de l'économie comme mécanisme pour la cogestion des entreprises jusqu'à 50% de la propriété, des coopératives agricoles et des sociétés agricoles d'intérêt social. La commune d'Ate cherche à récupérer cet esprit pour se transformer en gouvernements locaux réels de la promotion de l'économie sociale capables de concurrencer les entreprises privées sur le marché. Pour l'instant elle soutient le secteur informel de l'économie locale pour en faire un secteur vigoureux de l'économie sociale formelle produisant des emplois stratégiques et contribuant, avec ses impôts, au développement local et national.

William Moreno. Gérant de Coopération Technique Internationale. <http://www.muniate.gob.pe/ate/principal.php>. Federico Pérez. <http://www.femulp.org/>

1.1.4 Efforts des gouvernements nationaux pour encourager l'innovation sociale et le développement local

Ministère de l'Intérieur et de la Sécurité. Séoul, République de Corée

Quels rôles les gouvernements nationaux peuvent-ils avoir dans ce processus de promotion de l'innovation sociale ? *Grosso modo* nous pouvons penser aux quatre secteurs dans lesquels la participation des gouvernements nationaux est cruciale : (1) réformes légales et politiques ; (2) développement d'infrastructures physiques via la création de ressources et d'espaces fiscaux ; (3) développement d'infrastructures culturelles favorisant l'éducation, la recherche et les nouvelles expériences culturelles ; et (4) développement et mise en œuvre de mesures politiques en lançant des processus de participation publique, en implantant l'innovation dans les organisations gouvernementales et en diffusant les meilleures pratiques de l'innovation dans tout le système.

Ha Inho. Directeur d'Innovation Numérique Sociale du Département d'Innovation Sociale. <http://www.mois.go.kr/eng/a01/engMain.do>

1.2 Le binôme production et reproducteur

1.2.1 Je planifie

Mairie de Praia. Praia, Cap Vert

"Moi je planifie" est un projet de la Mairie de Praia, dont l'objectif est d'assurer un service de proximité, développer un travail technique d'intervention psycho-sociale et de référence des infrastructures de santé, et proposer des méthodes contraceptives et promotion de la santé. Il a l'intention avec ce projet de sensibiliser, d'informer les femmes des marchés sur deux aspects importants: La planification familiale: décider comment, quand et combien d'enfants elles doivent avoir, donc éviter les grossesses non désirées et avoir une famille planifiée et unifiée ; rapprocher les hommes du programme de planning familial prévention des comportements à risque d'infections sexuellement transmissibles, réduisant ainsi la contamination par le virus VIH et l'hépatite B-C.

Aliria Ramos. Technicienne de la Mairie de Praia. <https://fr.db-city.com/Cap-Vert-Praia>

1.2.2 Démocratisation des soins à Barcelone depuis l'économie sociale et solidaire

Mairie de Barcelone. Barcelone, Catalogne, Espagne

Le Colaboratorio (Laboratoire d'idées et de pratiques d'économie sociale et solidaire depuis l'action communautaire) est un espace d'échange de pratiques, de co-apprentissage, de formation et de sensibilisation entre entreprises et organismes de l'ESS et les techniciens municipaux de différentes unités d'organisation de la Mairie de Barcelone. Il s'agit d'un espace où la perspective de l'économie féministe et de la démocratisation des soins a déjà été introduite, en avançant dans la socialisation des soins dans les organismes et les entreprises du secteur sanitaire et de l'économie sociale et solidaire et dans la Mairie de Barcelone.

Elisenda Vugué. Directrice Exécutive de la Innovation Socioéconomique. Barcelona Activa - <http://www.barcelonactiva.cat>

1.3 Expérience d'alliances entre organismes

1.3.1 Soutien parlementaire à l'exécutif dans ses efforts pour l'intégration de l'Économie Sociale et Solidaire dans les politiques publiques du Cameroun

Réseau de parlementaires de l'économie sociale et solidaire du Cameroun « la clé ». Yaoundé, Cameroun

L'initiative a consisté à sensibiliser les parlementaires pour les amener à se regrouper au sein d'un réseau afin d'impacter les décisions prises par l'Assemblée Nationale dans le cadre de l'intégration de l'ESS dans les politiques publiques. ses champs prioritaires sont : L'adoption d'une Loi sur l'ESS en s'assurant qu'elle ne soit pas un frein aux initiatives communautaires du secteur informel déjà existantes pourvoyeuses d'emplois et mobilisatrices des ressources à moindre coût au Cameroun ; la contribution à l'accélération du processus de décentralisation par le biais de la promotion des entreprises de l'ESS dans les communes et l'utilisation judicieuse des ressources pour favoriser le développement de L'ESS.

Marlyse Rose Douala Bell. Déléguée du parti RDPC. <http://www.assnat.cm/index.php/fr/>

1.3.2 Alliance pour la protection sociale dans le cadre de l'axe de l'Économie Sociale et Solidaire

Wsm-RIPESS-Mostcha. District National. République Dominicaine

La Coopérative s'attache à servir d'instrument solidaire pour unir les efforts et les ressources des partenaires, leur fournir des biens et des services de suivi primaire en santé et d'autres services qui contribuent à satisfaire leurs nécessités et celles de leurs familles, dignifier leur progrès personnel et le développement communautaire intégral, en agissant sur la base de leur propre effort, l'aide mutuelle, la solidarité et la responsabilité sociale. Ceci inclut les Migrants sans documentation ou en cours, la communauté LGBT, le personnel des organisations qui aident à accéder à une infinité de bénéfices en commençant par l'accès à un système de protection sociale.

Maria Martínez. Red-WSM-Solidarité Mondiale. <https://www.facebook.com/Belgicacontigo>

1.3.3 Souveraineté alimentaire, inclusion sociale et ville

Just Food New York. New York, États-Unis.

Just Food est une organisation à but non lucratif située à New York et formée par des partenaires locaux dans un rayon de 250 milles (environ 400 km). Depuis 1995, nous sommes pionniers dans des domaines comme la justice alimentaire et la défense de l'agriculture durable, et nous nous attachons à offrir des solutions communautaires pour faire face aux injustices de notre système alimentaire. Just Food encourage les personnes engagées à développer des communautés prospères ayant la capacité de se nourrir, de s'instruire et de se défendre mutuellement. Nous imaginons un système basé sur la souveraineté alimentaire et sur les aliments sains, avec des racines puissantes dans la justice ethnique, sociale, économique et environnementale.

Qiana Mickie. Directrice exécutive. <https://www.justfood.org/>

1.3.4 Investissement social pour l'économie sociale dans la région de Liverpool

Université de Liverpool. Liverpool. Royaume-Uni

Pour le Groupe d'Économie Sociale, il est fondamental d'effectuer des investissements sociaux adéquats pour l'économie sociale dans la région de la ville de Liverpool. Des recherches réalisées par l'Université de Liverpool démontrent la valeur économique et sociale de l'économie sociale dans toute la région, et nous ont permis d'établir les bases pour obtenir le soutien politique. En 2018, le Groupe d'Économie Sociale a priorisé l'investissement social comme point de départ pour chercher des politiques publiques transformatrices permettant la croissance de l'économie sociale et un impact plus large.

Alan Southern et Helen Heap. Experts en économie sociale. Université de Liverpool. <https://www.liverpool.ac.uk/>

1.4. Inclusion socio-professionnelle et économie sociale

1.4.1 L'Économie Sociale et Solidaire au service de l'emploi et de l'inclusion sociale

Région Nouvelle-Aquitaine. Bordeaux, France

Présentation de chiffres généraux de l'ESS et de l'emploi sur la Région. Focus sur 5 à 6 territoires (urbains ou ruraux, variés dans leur tissu économique..) de notre Région particulièrement actifs en matière d'ESS (avec des histoires très différentes et des configurations très variées) Analyse des chiffres du chômage et de leur évolution sur ces territoires. Rappel du rôle tenu par la Région dans l'essor ou le maintien de ces territoires d'excellence. Tentative de mise en perspective de cette étude pour développer l'ESS.

Pascal Duforestel. Conseiller Régional délégué à l'Économie Sociale et Solidaire. <https://www.nouvelle-aquitaine.fr/>.

1.5. Éducation, jeunes et technologie

1.5.1 Impact@Work : Promotion, mobilisation, création d'entreprises et accompagnement à l'entrepreneuriat social de jeunes en Algérie

Centre algérien pour l'Entrepreneuriat Social. Alger, Algérie

IMPACT@Work est le premier programme d'accompagnement des étudiants à la création d'entreprises à impact social. Un projet ambitieux de dix-huit mois, destiné aux étudiants des universités d'Alger, de Boumerdès et d'Oran. L'objectif du programme Impact@Work est de développer à travers des sessions d'inspiration, de sensibilisation, de formations et des sessions pratiques sur terrain, les compétences entrepreneuriales, managériales et humaines d'environ 2000 étudiants issus d'une vingtaine d'établissements universitaires des trois wilayas.

Meriem Beslama. <https://www.facebook.com/AlgerianCenterForSocialEntrepreneurship/>

1.5.2 KOTO et l'Application de son Modèle : Approche Holistique de l'Éducation et Stages pour les Jeunes Défavorisés

Know One, Teach One. Hanoi-Saïgon, Vietnam

En se basant sur sa philosophie « Know One, Teach One », KOTO est la première entreprise sociale du Vietnam à proposer une formation professionnelle holistique dans le secteur de l'hôtellerie, en proposant à des jeunes défavorisés de développer des « capacités pour la vie ». KOTO centre son activité sur les restaurants, où l'effectif scolaire peut mettre en pratique les apprentissages. Pendant 18 ans, 800 étudiants ont reçu une formation chez KOTO. En outre, en tant que modèle de réussite qui combine formation professionnelle intégrale et entreprise, KOTO a inspiré de nombreuses entreprises sociales du monde entier, qui ont adopté ses meilleures pratiques. Sa philosophie s'est développée dans de nombreux restaurants du Vietnam, à STREAT Australie et en Corée. Récemment, face à la création de KOTO Korea, KOTO et C. ont échangé des opinions et des expériences avec de nombreuses organisations consacrées à l'économie sociale et essayent d'adapter le modèle de KOTO à la Corée du Sud.

Jimmy Pham. Fondateur de KOTO. <http://www.koto.com.au/about-koto>

1.5.3 Entreprendre et créer entreprise en équipe depuis l'université : Comment créons-nous une entreprise à 20 ans et comment nous intégrons-nous, « Millennials et baby-boomers » ?

Stay Bigel SLL. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Il existe des formats d'éducation dont les membres, outre les compétences techniques, sont formés aux capacités émotionnelles, intellectuelles et sont imprégnés dans les principes et les valeurs de l'Économie Sociale. C'est précisément la visibilité de ces modèles que l'on veut projeter via cette initiative que présente l'entreprise Stay Bigel composée d'ex-étudiants de LEINN.

Ce sont des Valeurs qu'ils s'attachent également à transmettre à la société par le biais de leurs projets et de leurs activités. Dans ce cas, ils incluent des projets de conseils en éducation et en entreprise.

Laender Iraragorri. CEO. <http://www.staybigel.com/>

1.5.4 Territoire apprentissage contributif et création d'activités d'ESS dans les quartiers populaires

Etp Plaine Commune. Saint-Denis, France

Territoire Apprenant Contributif est une démarche partagée issue d'une convention entre l'Établissement Public Territorial Plaine Commune et l'Institut de Recherche et d'Innovation animé par Bernard Stiegler.

La Politique de la Ville est une action publique de financement commune à l'État français et aux collectivités locales qui vise à soutenir le développement social, économique et citoyen des quartiers considérés comme en difficultés et marqués par un taux de pauvreté important. L'action de Plaine Commune consiste à articuler recherche sur de nouveaux modes de travail et création d'activités dans ces quartiers.

Patrick Vassallo. Conseiller Délégué. Développement local. <http://www.plainecommune.fr/>

ATELIERS SESSION 2

2.1. Expérience MONDRAGON

2.1.1 Apports de l'Expérience Coopérative Mondragón et enjeux de futur

Le rapport commence par un exposé de l'évolution de MONDRAGON depuis ses débuts, en montrant les aspirations initiales de transformer la structure de l'entreprise capitaliste afin de transformer la société via la promotion d'expériences d'autogestion et d'auto-gouvernement communautaire. Le parcours postérieur comprend l'expansion du modèle coopératif (1955-1971) dans différents domaines de la vie sociale, pour parvenir à la situation actuelle et montrer les dilemmes que rencontre le modèle coopératif : le challenge de l'identité coopérative, la culture coopérative, le challenge d'entreprise sur une scène globale et compétitive, le modèle de gouvernance et la vocation transformatrice de la société.

Igor Ortega. Chercheur Institut d'Études Coopératives LANKI. Université de Mondragón-MU

2.2 Économie Sociale et citoyenneté en coopération : binôme de transformation

2.2.1 Lien urbain-rural par le biais du marché des légumes pour alléger la pauvreté dans la commune de Dhankuta

Fonds de Développement Urbain. Katmandou, Népal

Un cluster d'industries agricoles a été développé pour permettre à des agriculteurs de recevoir une formation à la promotion du marché interne, en centrant l'orientation sur le marché et la production agricoles. Cette initiative devrait réduire les indices de pauvreté à Dhankuta ainsi que dans les communes rurales qui entourent la ville, en établissant des liens entre elles via la commercialisation de produits agricoles.

Nawa Raj Koirala. <http://tdf.org.np/>

2.2.2 Le rôle transformateur de l'ESS dans le futur du travail basé sur les histoires de trois villes : Bilbao, Séoul et Québec

Centre d'Économie Sociale de Séoul. Séoul, République de Corée

Le développement de la technologie transforme la relation entre les machines et les hommes. On considère comme danger potentiel le fait que la technologie puisse assumer le travail intellectuel et collectif, en cessant d'exister comme objet de consommation. Différents problèmes environnementaux et sociaux émergent au fur et à mesure que le changement se produit. À l'ère de la cinquième révolution industrielle, un changement de perspective profond est nécessaire par rapport à notre travail. Nous devrions nous centrer davantage sur la valeur du travail et réaffirmer que l'argent doit être un outil, par sa nature, et non une fin en soi. Face à ces changements sociaux qui se produisent dans le monde entier, l'économie sociale, comprise comme l'économie centrée sur les personnes, a augmenté les valeurs sociales et la solidarité, et suggère des alternatives et des solutions innovatrices.

Wonjae Lee. Président de LAB2050. <http://en.lab2050.org>

2.2.3 Initiatives féminines pour étendre le réseau de protection sociale au Cameroun : le cas de l'association « Étoile »

Réseau national de l'ESS. Yaoundé, Cameroun

Pour faire face à leurs besoins en protection sociale, un groupe de femmes d'un quartier de la Commune d'Arrondissement de Yaoundé IVème, a décidé de créer une association d'entraide pour leur développement socio-économique dénommée « Étoile ». Cette association de 50 personnes au départ regroupe aujourd'hui 305 femmes adultes. Elles sont sur la base d'une épargne collective à parts égales, constituent un capital, puis développent des activités lucratives. Les fonds collectés leur permettent de faire face équitablement à leurs besoins en protection sociale (achat d'intrants agricoles, scolarité et ouvrages scolaires, santé, frais funéraires, cérémonies d'envergures... et en investissements communautaires (curage de caniveaux, éclairage).

Elise Pierrette Memong Meno Epse Mpoung. Coordonnatrice RESSCAM – SG RAESS. <https://renapess.org/>

2.2.4 MARES de Madrid : Écosystèmes urbains résilients pour une économie durable

Mairie de Madrid. Madrid, Espagne

MARES est un projet pilote innovateur de transformation urbaine par le biais d'initiatives d'économie sociale et solidaire, la création d'emploi de proximité et de qualité, et la promotion d'un autre modèle de ville. MARES intervient dans 4 districts de Madrid, chacun se centrant sur un secteur économique : Villaverde (Alimentation), Vicálvaro (Recyclage), Puente de Vallecas (Mobilité) et Centre (Énergie) ainsi qu'un cinquième secteur, transversal à tous les secteurs, le secteur des Soins. MARES est formé par des laboratoires de compétences Citoyennes, des Communautés d'Apprentissage, des Services d'aide à l'entrepreneuriat collectif, de sensibilisation, de réutilisation d'espaces publics non utilisés, de collaboration public-social et de nombreuses autres d'actions.

David Bustos. Sous-directeur Général d'Analyses socio-économiques. <https://www.madrid.es/portal/site/munimadrid>

2.3. Génération de fonds et d'autres outils pour la création et le maintien des organismes d'Économie Sociale

2.3.1 Fonds solidaire pour la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire en Corée

Association coréenne de Gouvernements Locaux pour l'Économie Sociale et Solidaire.

Le programme Remake City, Séoul (« le Programme ») a débuté le 19 mai 2017 avec la collaboration entre Crevisse Partners (« Crevisse ») et le Gouvernement Métropolitain de Séoul (« SMG »). Ce Programme s'attache à résoudre les problèmes sociaux compliqués qui se présentent dans la ville de Séoul, via l'investissement dans des entreprises durables de la part des entreprises sociales et des organisations à but non lucratif. SMG est la source principale de financement du Programme, alors que Crevisse apporte son expérience pour sélectionner les projets adéquats, assigner les fonds et former les équipes pendant toute la durée du programme. L'objectif du Programme est de « doubler les résultats », c'est-à-dire, obtenir que chaque Won sud-coréen (KRW) destiné permette de doubler les résultats en tenant compte des facteurs financiers, sociaux et professionnels.

Young Kim. Directeur exécutif. <https://avpn.asia/organisation/association-of-korean-local-governments-for-social-economy-and-solidarity/>

2.3.2 Instruments financiers du Chantier de l'économie sociale et de l'investissement

Fiducie du chantier de l'économie sociale. Montréal, Canada

De l'idée à l'action. La collaboration fructueuse et multifacette de ces 3 fonds d'investissement a permis la mise en place d'un ensemble de produits financiers supportant les entreprises d'économie sociale. Ils peuvent, en complémentarité, supporter l'analyse du besoin, la réalisation du plan d'affaire, le démarrage et l'expansion des entreprises. Grâce à la synergie de leur action, un besoin non comblé identifié par une collectivité peut se développer en entreprise d'économie sociale. La collaboration entre les outils de la société civile (Fiducie, RISQ) et institutionnelle (IQ) passe par des investissements conjoints dans les entreprises à la participation croisée à leur gouvernance réciproque.

Jacques Charest. Directeur Général. <http://fiducieduchantier.qc.ca/>

2.3.3 Clubs d'investisseurs pour une gestion alternative et locale de l'économie solidaire

Association CIGALES de Bretagne. Rennes, France

Les clubs cigales sont des groupes de 5 à 20 citoyens qui durant une période de 5 ans épargnent chaque mois des fonds propres qui leur permettent d'entrer au capital d'entreprises à forte utilité sociale ou d'engager des prêts solidaires auprès de petites entreprises locales. Engagés dans une économie sociale et solidaires de proximité, les clubs Cigales de Bretagne ont investi entre 2010 et 2017 plus de 2,1 M€ dans l'économie bretonne.

Marc Soudee. Président. <http://www.cigales-bretagne.org/>

2.3.4 « The working world » un modèle innovateur pour financer le mouvement coopératif des travailleurs

The working world. New York, États-Unis

Cette initiative favorise un modèle de travail en lui apportant le soutien nécessaire - en termes de financement mais aussi d'assistance technique afin de permettre aux sociétés d'économie sociale de pouvoir grandir et de faire face aux enjeux que cela représente. Normalement, ces mesures de soutien ne sont généralement pas disponibles dans le secteur financier traditionnel. Ayant débuté en Argentine afin de répondre aux nécessités concrètes des entreprises récupérées après la crise de 2001-02, ce modèle innovateur de financement a été transféré à des pays comme le Nicaragua puis, en 2010, aux États-Unis.

Brendan Martin. Fondateur et directeur. <https://www.theworkingworld.org/>

2.4. Entreprenariat et Innovation Sociale

2.4.1 Comment les villes peuvent-elles encourager l'entreprenariat social et l'innovation sociale pour une croissance plus inclusive et plus durable ?

Atelier coordonné par OCDE. *Modératrice : Antonella Noya. Chef d'Unité. Économie Sociale et Innovation*

L'OCDE se centrera sur ces villes qui, au moyen de différentes analyses, soutiennent le développement de l'entreprenariat social et de l'innovation sociale en tant que voie pour la croissance inclusive et le développement local durable. 2 concepts : innovation sociale et entreprenariat social pour créer une société plus inclusive. Pourquoi votre ville a-t-elle décidé de soutenir l'innovation sociale et l'entreprenariat social ? En tant que ville, nous faisons face à de nombreux challenges urbains qui ne peuvent pas être résolus par eux-mêmes. L'entreprenariat social se centre sur la réalisation innovatrice. Ils (le gouvernement local) voulaient établir une coopération avec des entrepreneurs sociaux, en créant une situation *win-win*, c'est-à-dire, des conditions bénéfiques pour toutes les parties impliquées. Il s'agit de grouper différents départements de la politique sous une vision holistique : accès au marché, finances... ambassadeurs avec de grandes entreprises et des PME. Il est important de connecter des experts financiers avec des entrepreneurs sociaux.

1. Mme. Ellen Oetelmans. Directrice des programmes à Amsterdam Impact. <https://www.amsterdam.nl/en/>
2. M. Pascal Isoard Thomas. Conseiller technique du président, aux Affaires Sociales, à la Santé et à l'Innovation Sociale dans la Zone Métropolitaine de Lyon. <https://www.grandlyon.com/>
3. M. Lance McNeill. Directeur des programmes orientés aux petites entreprises dans la ville d'Austin-Texas. <http://www.austintexas.gov/>
4. M. Risto Raivio. Expert Senior à la Direction Générale à l'Emploi, aux Affaires Sociales et à l'Inclusion de la Commission Européenne. <http://ec.europa.eu/social/main.jsp?langId=en&catId=656>

2.5. ATELIER GSEF Jeunes et Économie Sociale

2.5.1 Participation des jeunes dans l'économie sociale et solidaire (ESS) : comment les jeunes ont changé la société via l'ESS

Atelier coordonné par GSEF. *Modératrice : Mme. Ariane Lim, PhilSEN/YSEN, Philippines*

Il est nécessaire que le Réseau par l'ESS gagne en échelle, qu'il ne se limite pas au niveau local et qu'il atteigne le niveau mondial pour influencer réellement les politiques publiques. Ce saut est très important. Il est nécessaire de faciliter les démarches administratives et d'éliminer les méfiances et les obstacles politiques existants pour concéder des visas à des jeunes qui travaillent à amélioration de leurs pays et qui rencontrent des administrations que n'ont pas confiance dans leur tâche en considérant que s'ils quittent le pays ils ne rentreront pas. 2 absences dans l'atelier se doivent à ces motifs. Il faut ouvrir les mouvements à des personnes plus jeunes, recueillir ces initiatives bien avant pour voir comment faire les choses. Il est nécessaire d'arriver aux collèges, y compris en primaire, car il existe une méconnaissance quant au fait que l'économie sociale puisse être vue comme quelque chose d'intéressant et créer des pépinières. Les enfants doivent prendre conscience des problèmes qui existent dans leurs communautés, et les aider à créer des solutions, ce qui en fera des adultes bien plus conscients, qui deviendront des leaders sociaux. Nous devons être conscients de la capacité de changement des jeunes, assumer la responsabilité de ce que nous construisons : si on veut faire partie du changement, l'implication des jeunes dans des initiatives sociales est nécessaire, au niveau local et international, en profitant de l'hyper-connexion existante.

1. M. Laurent Levesque. Section juvénile du Chantier de l'Économie Sociale, Canada <https://chantier.qc.ca/>
2. Mme. Tita Larasati : Leader du Forum de création de la ville de Bandung (BCCF). Indonésie. <https://bandungcreativecityforum.wordpress.com/about/>
3. Mme. Awaali Shamim Namusisi : Conseiller à la jeunesse. Ouganda
4. Mme. Ana Aguirre. Réseau de jeunes coopérateurs européens. Espagne. <https://coopseurope.coop/policy-topic/youth>

ATELIERS SESSION 3

3.1. L'Économie Sociale dans les politiques publiques

3.1.1 l'expérience de CITIES

C.I.T.I.E.S. Montréal, Canada

C.I.T.I.E.S, le premier centre de transfert international sur l'économie sociale et solidaire (ESS), a été fondé en 2016 par des gouvernements locaux, la société civile, des organisations d'ESS, et des institutions d'éducation supérieure des territoires de Bilbao, Mondragón, Séoul, Barcelone et Montréal. Il favorise activement l'échange et le traitement dans le secteur de l'économie sociale et solidaire, en apportant la construction conjointe de politiques publiques de soutien. Il s'attache à promouvoir des initiatives de développement territorial larges, inclusives et participatives, dans lesquelles la citoyenneté sera au cœur de toute décision et de tout processus de développement.

Laura Espiau. Facilitatrice de coopération. <http://cities-ess.org/?lang=en>

3.1.2 Croissance de l'économie sociale à Séoul via la collaboration public-privé

Gouvernement Métropolitain de Séoul. Séoul, République de Corée

Grâce aux efforts du SMG pour établir une structure participative de gouvernement et des initiatives politiques favorisant l'écosystème de l'économie sociale de Séoul, d'excellents résultats ont été obtenus au cours des 5 dernières années. Outre la promotion de la participation de divers agents et la création de collaborations pluri-sectorielles, le SMG destine ses ressources à la création d'écosystèmes d'ESS et à soutenir différentes politiques. Par le biais de la coopération multilatérale (institutions public-privé-communauté), La Division d'Économie Sociale du Gouvernement Métropolitain de Séoul (SMG) a dirigé différentes stratégies et efforts pour encourager l'économie sociale de Séoul, et des résultats tangibles ont été obtenus au cours des 5 dernières années.

Migyeong Kim. Directeur adjoint de la Division d'Économie Sociale. <http://english.seoul.go.kr/>

3.1.3 L'Économie Sociale et Solidaire dans les politiques publiques, quelle articulation entre l'échelle nationale et les différents niveaux territoriaux ?

Réseau de collectivités territoriales par une économie solidaire - RTES. Lille, France

En France, les collectivités territoriales ont développé des politiques de soutien à l'ESS dès les années 2000. La loi française sur l'ESS a été adoptée en 2014 après deux ans de consultations et débats avec les acteurs. Cette loi a permis de nombreuses avancées pour l'ESS : définition du périmètre de l'ESS et du concept d'utilité sociale, structuration, représentation, promotion et financement de l'économie sociale et solidaire, développement de l'innovation sociale, sécurisation des subventions aux associations, etc. Elle est aussi un levier pour un dialogue approfondi entre collectivités publiques. innovation, recherche, santé, logement. A travers l'exemple français, le RTES et le CNCRESS se proposent d'analyser les avancées et les freins de la mise en place de politiques publiques pour le développement de l'ESS.

Patricia Andriot. Vice-Présidente du RTES. <http://rtes.fr/>

3.1.4 Réseau d'Athénées Coopératifs pour la Promotion de l'Économie Sociale

Generalitat de Catalogne. Barcelone, Catalogne, Espagne

Les sociétés modernes actuelles accordent beaucoup d'importance aux institutions de l'économie sociale, coopérative comme génératrices de valeurs civiques, communautaires, participatives, solidaires et d'engagement social. Le Gouvernement de la Generalitat de Catalogne, conjointement avec les organismes publics et privés de l'économie sociale, coopérative et du troisième secteur, ont mis en marche le Réseau d'Athénées Coopératifs, conçu comme l'espace de référence dans la promotion, la création, la consultation et le renforcement de l'économie sociale et coopérative dans chaque territoire. La création d'emploi, le développement territorial et la progression collective dont les objectifs principaux sont une société plus juste, plus unie et plus durable.

Roser Hernández. Sous-directrice Générale à l'Économie Sociale, au Troisième Secteur et aux Coopératives. <http://treball.gencat.cat/ca/inici/>

3.2. Entreprenariat et innovation sociale

3.2.1 Serenos Gijon S.L.L. un projet d'innovation sociale articulé via la Société d'Économie Sociale

Serenos Gijón S.L.L. Gijon, Espagne

Le Service Serenos Gijon a été créé en 1999, dans le cadre de la mise en marche d'un plan d'emploi municipal centré sur les collectifs défavorisés (femmes, chômeurs de longue durée, immigrants) et créant, entre autres projets, un service de veilleurs de nuits qui a créé des postes de travail dans le cadre des nouvelles sources d'emploi, ce qui a fait de Gijon la première ville espagnole à récupérer la figure attachante du Veilleur de nuit. Après environ vingt ans de fonctionnement, le service de veilleurs de nuits s'est consolidé dans les nuits de Gijon grâce à la collaboration économique de commerçants, de copropriétés, et la Mairie de Gijon. Ce niveau de collaboration public-privé a produit des niveaux de financement difficiles à atteindre dans un projet d'intérêt social qui, comme le service de veilleurs de nuits, conjugue l'insertion professionnelle de collectifs défavorisés et la prestation de services à des personnes, des commerçants, le tourisme et la ville.

Miguel González. Administrateur et Directeur. <http://serenosgijon.com/>

3.2.2 Entreprenariat social, innovation sociale et développement communautaire : une analyse comparative de Wonju, Ansong et Hong Dong, en République de Corée

Université d'Yonsei. Wonju, République de Corée

En septembre 2017, un groupe de recherche de l'institut IPAID à l'Université d'Yonsei a mis en marche un projet de recherche sur cinq ans, financé par le Fonds de Recherche Nationale de Corée. Ce projet a deux objectifs de base : d'une part, recueillir différents types de données sur la communauté, incluant des entrevues et des données d'enquêtes, afin de contribuer à la création d'entreprenariat social, d'innovation sociale et de développement communautaire, et de créer une base de données de chercheurs, de start-ups pour entreprises sociales et activistes de la société civile dans le secteur du développement communautaire ; il s'attache d'autre part à diversifier les voies et à nouer des relations dynamiques entre l'entreprenariat social, l'innovation sociale et le développement communautaire.

Moo-Kwon Chung. Professeur de Politiques Publiques. https://www.yonsei.ac.kr/en_sc/index.jsp

3.2.3 Coopolis. Athénée Coopératif de Barcelone. Création d'un Système économique depuis la ville

Coopolis. Athénée Coopératif. Barcelone, Catalogne, Espagne

Coopolis est un dispositif de stimulation et de promotion de l'Économie Sociale et Solidaire de la ville de Barcelone. Dans le cadre du réseau *Ateneus Cooperatius* de Catalogne, il s'attache prioritairement à la création de coopératives et à la création de postes d'emploi dans des coopératives existantes. Situé dans le complexe de logements de Can Batlló, Coopolis favorise un écosystème d'activité socio-économique et de formation, de génération emploi et d'impact social. Un laboratoire pour l'inter-coopération et la croissance économique locale. Il dispose de centres territoriaux de collaboration avec les réseaux d'économie sociale et solidaire de différents quartiers de la ville.

Hernán Córdoba. Responsable du service de conseil aux organismes de l'économie sociale. <https://www.laciuatatinvisible.coop/>

3.3. Génération de fonds et d'autres outils pour la création et le maintien des organismes

3.3.1 Le développement de l'Économie Sociale et Solidaire dans la métropole d'Abidjan : constatations, spécificités, diagnostic, perspectives et propositions

RIPESS. Abidjan, Côte d'Ivoire

Quelques années après la fin de la guerre civile, Abidjan est une mégapole en pleine reconstruction, qui a dû accueillir deux millions de réfugiés venus d'autres régions du pays. Dans ce bouillonnement social, plusieurs initiatives spontanées (éducation, insertion, valorisation des déchets, agriculture urbaine communautaire, coopératives de micro-commerçants...) cherchent à agir ensemble pour mieux faire connaître et développer l'ESS, et surtout éviter la reproduction des erreurs du passé. Des solutions nouvelles sont en train d'émerger, et permettront de contribuer sur une plus large échelle au redressement du pays.

Philippe Kaminski. <http://www.ripess.org/continental-networks/africa-and-middle-east/?lang=en>

3.3.2 Laboral Kutxa et Fonds d'Investissements Européen : un cas de réussite

Laboral Kutxa. Mondragón, Pays Basque, Espagne

Laboral Kutxa présente des pratiques d'innovation comme l'accord EaSI et la ligne de financement InnovFin pour PME.

Accord EaSI en tant qu'instrument de garantie. Pourquoi l'instrument de garantie EaSI ? Le Programme pour l'Emploi et l'Innovation Sociale (EaSI) est un instrument de financement géré par le Fonds Européen d'Investissements (FEI), qui fait partie de la Banque Européenne d'Investissement (BEI). Son objectif est de promouvoir la qualité maximale et l'emploi durable, garantir une protection sociale adéquate et digne, lutter contre l'exclusion sociale et la pauvreté, et améliorer les conditions de travail. L'un des programmes EaSI se consacre à l'accès aux micro-finances et à l'entreprenariat social dans le cadre des micro-finances.

Oscar Muguerza. Directeur Développement d'Activités d'Entreprises. <https://www.laboralkutxa.com/es/particulares>

3.3.3 Société de Garantie Réciproque concernant des avals destinés à des entreprises d'Économie Sociale

Elkargi-SGR. Donostia-San Sebastian, Pays Basque, Espagne

Elkargi garantit aux organismes de crédit le remboursement du financement qu'ils accordent aux entreprises qu'il cautionne, et parvient à faire obtenir à tout projet d'entreprise viable le financement dont il a besoin et auquel il n'accède pas par lui-même (nouveaux projets, non garantis, méconnaissance de l'activité à effectuer). Améliorer les conditions du financement : un montant et un délai supérieurs, un taux d'intérêt, des coûts et des garanties inférieurs. Elkargi paie les montants auxquels ne peuvent pas faire face les entreprises (perte), avec le soutien du Fonds Européen d'Investissements (FEI) et du Gouvernement Espagnol via la Compañía Española de Reafianzamiento, S.A (CERSA)

Il se produit un « effet multiplicateur des ressources » : une organisation/institution qui veut soutenir ses partenaires ou un collectif, peut soutenir Elkargi avec 100.000 euros afin de partager la perte éventuelle en apportant un financement de plus de 5.000.000 euros aux entreprises qu'elle veut soutenir.

Laura Mata. Directrice Commerciale d'Oinarri Economía Social. <http://www2.elkargi.es/>

3.3.4 Trois fondations et une coopérative financière s'unissent pour soutenir les entreprises d'économie sociale au Québec

Desjardins. Québec, Canada.

Faisant de l'investissement d'impact et de l'innovation leur priorité d'action, les Fondations J. W. McConnell, Saputo, Chagnon et la Caisse d'économie solidaire se sont associés afin de développer conjointement un programme de garanties de prêts de 15 millions \$ pour le secteur de l'économie sociale au Québec. Les fondations partenaires agissent en garantie, permettant à la Caisse d'économie solidaire de consentir un prêt aux entreprises d'économie sociale, qui ne pourraient normalement y avoir accès. En plus du soutien essentiel des fondations partenaires, les entreprises bénéficient de l'accompagnement spécialisé de la Caisse d'économie solidaire. Cette initiative se démarque tout particulièrement par le caractère inédit du partenariat.

Dianne Maltais. Conseillère principale, Innovation et finance solidaire. <https://www.desjardins.com/>

3.4. Le futur du travail

3.4.1 La contribution de l'Économie Sociale à l'emploi

Atelier coordonné par l'OIT. Présentation de projets de l'organisation. *Modérateur : Roberto di Meglio*

En contribuant au débat sur le futur du travail, en particulier les bénéfices qui peuvent être obtenus grâce à la présence plus structurée et plus étendue d'organisations et d'entreprises d'économie sociale et solidaire, l'atelier analysera les initiatives (publiques et privées) souhaitables pour la création d'un écosystème favorable à l'ESS. Le monde du travail est plongé dans un processus de changement dû à la technologie, le changement climatique, la démographie, la globalisation... Alors, pourquoi travailler pour l'économie sociale ? Parce qu'elle aide à résoudre 2 problèmes concernant l'emploi : la quantité et la qualité. Il est fondamental de créer des postes de travail plus nombreux et de meilleure qualité. De fait, en Espagne et en Italie, l'ESS a aidé à créer de nouveaux emplois ou à les maintenir pendant la crise, contrairement à ce qui s'est produit dans les entreprises privées traditionnelles pendant la même période. L'économie sociale est un outil d'inclusion et de durabilité. Par exemple, le programme PROMISE inclut un composant stratégique (cadre juridique, mécanismes financiers, politiques publiques, programmes de soutien et de coaching, culture d'ESS), ainsi qu'un composant territorial : analyse de chaînes de valeur, stratégies locales pour créer de l'emploi décent, soutien technique et financier, formation technique et gestion, espaces... Tous ces composants convergent dans un écosystème qui a dérivé dans jusqu'à 32 projets pilotes et 400 postes de travail directs (60% de femmes).

1. M. Gianluca Salvatori. Secrétaire général d'EURISCE. <http://www.euricse.eu/>
2. M. Karim Toumi. Directeur du projet « PROMESS » : Promotion d'Organisation et de Mécanismes pour l'Économie Sociale et Solidaire en Tunisie. https://www.ilo.org/global/topics/cooperatives/projects/WCMS_532871/lang--en/index.htm
3. M. Juan Carlos Díaz Macías. Coordinateur du département des programmes multilatéraux et du développement territorial. FAMSÍ. <http://www.andaluciasolidaria.org/quienes-somos/andalucia-solidaria>
4. M. Roberto di Meglio. Spécialiste technique Senior chez ILO. <https://www.ilo.org/global/lang--en/index.htm>

2 Octobre / Mardis

ATELIERS SESSION 4	
4.1.	INCLUSION SOCIO-PROFESSIONNELLE ET ÉCONOMIE SOCIALE
4.2.	ENTREPREUNARIAT ET INNOVATION SOCIALE
4.3.	MONÉTISATION DE LA VALEUR SOCIALE DES ORGANISATIONS
4.4.	UNRISD- L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS L'AGENDA 2030
4.5.	GSEF- TRAVAIL DÉCENT ET INITIATIVE D'ENTREPRISE POUR L'INCLUSION SOCIALE ET PROFESSIONNELLE. Session consacrée à l'Afrique
ATELIERS SESSION 5	
5.1.	EXPÉRIENCE D'ALLIANCES ENTRE ORGANISMES
5.2.	TRANSFORMATION D'ENTREPRISE PAR L'ÉCONOMIE SOCIALE
5.3.	ACHAT PUBLIC ET CLAUSES SOCIALES
5.4.	COMMISSION EUROPÉENNE COMMENT ET QUAND SONT RENFORCÉES LES SYNERGIES ENTRE ÉCONOMIE SOCIALE ET POLITIQUES SECTORIELLES
5.5.	BUREAU DE DÉFENSE DU COMMERCE ÉQUITABLE ET DE WFT
ATELIERS SESSION 6	
6.1.	INCLUSION SOCIO-PROFESSIONNELLE ET ÉCONOMIE SOCIALE
6.2.	EXPÉRIENCE ET BONNES PRATIQUES BASQUES DE MODÈLES DE GOUVERNANCE
6.3.	ÉCOSYSTÈMES D'INNOVATION SOCIALE
6.4.	RIPESS- L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LES OBJECTIFS DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
6.5.	GSEF- COOPÉRATION INTERNATIONALE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE ET INCLUSIF PAR L'ÉCONOMIE SOCIALE

ATELIERS SESSION 4

4.1. Inclusion socio-professionnelle et économie sociale

4.1.1 Création de ponts entre l'économie et l'économie sociale

Groep Maatwerk. Tienen, Belgique

Nous proposons le modèle d'entrepreneuriat social des « entreprises de travail personnalisé » en Flandre. Ces entreprises sont principalement un lieu d'emploi pour des personnes en situation d'échec professionnel qui souhaitent travailler, mais qui ne sont pas, ne sont pas encore ou ne sont plus préparées pour travailler dans une entreprise conventionnelle. Suivant notre paradigme, nous créons des ponts entre l'économie sociale et l'économie (conventionnelle). Les entreprises de travail personnalisé ne font pas partie d'une économie indépendante, mais elles opèrent au cœur d'une économie « conventionnelle » que nous défendons depuis des perspectives différentes. Nous nous renforçons mutuellement et nous créons de la valeur collective, même si nos objectifs sont différents. L'objectif principal des entreprises de travail personnalisé est d'intégrer dans la société des personnes en situation d'échec professionnel, par le biais de l'emploi.

Stef de Cock. Conseiller Senior. <https://www.groepmaatwerk.be/>

4.1.2 Inclusion des personnes socialement vulnérables en vivant/travaillant ensemble

Comité d'organisation du réseau Gsef au Japon. Tokyo, Japon

Depuis la création, en 1986, par KYOUSEI Symphony, d'un petit centre de travail pour personnes handicapées, nous avons développé notre activité : nos 7 centres donnent actuellement de l'emploi à 75 personnes souffrant de handicap lourd. Pour parvenir à ce développement, les systèmes de soutien public suivants ont été indispensables de la part des gouvernements locaux : ① Système de soutien social d'entreprise de la préfecture de Shiga. ② Système de soutien via des fonds destinés à des centres de travail pour que des personnes souffrant de handicap lourd soient engagées sous le type A dans la préfecture de Shiga. ③ Système de soutien pour aider des personnes souffrant de handicap mental dans la recherche d'emploi dans la ville d'Otsu. Les activités mentionnées, nous permettent de contribuer à l'intégration de personnes socialement vulnérables, à réactiver la communauté et à ce que les gouvernements locaux aient une attitude plus ouverte et plus proche par rapport à la citoyenneté.

Hitomi Nakazaki. <http://www.gsef-net.org/en>

4.1.3 Amélioration des processus d'accompagnement à l'insertion dans les entreprises d'insertion basques. Une expérience de collaboration entre l'Université et Gizatea

Gizatea. Bilbao, Pays Basque, Espagne

L'objectif primordial des entreprises d'insertion est d'offrir un itinéraire permettant l'incorporation dans le marché du travail de personnes qui se trouvent en situation ou en risque d'exclusion sociale. Une clé de la réussite de ces itinéraires, comprenant le succès quantitatif (% de personnes qui s'incorporent au marché du travail ordinaire après avoir terminé l'itinéraire) et qualitatif (amélioration de l'employabilité et de la qualité de vie des personnes) pour l'accompagnement personnalisé proposé aux personnes pendant tout cet itinéraire. Depuis 2007, Gizatea collabore avec l'Université de Deusto et l'Université du Pays Basque, à la conception et au renforcement des processus d'accompagnement.

Leire Álvarez de Eulate. Directrice. <http://www.gizatea.net/>

4.1.4 Programme socio-professionnel. Travail moteur d'opportunités

Association Civile El Abrojo. Montevideo, Uruguay

En tant qu'organisation orientée au développement de processus d'autonomie croissante et de transformations créatives dans la société, El Abrojo a assumé un rôle pro-actif dans la construction d'un pays plus juste et plus égalitaire. Dans le Programme socio-professionnel, notre mission consiste à créer de la citoyenneté en renforçant le droit des personnes. Nous parions pour l'autonomisation et la participation comme moteur de développement des compétences personnelles requises par le monde du travail. Nous investissons dans la construction d'un écosystème donnant des opportunités et dans le partage de valeurs communes afin de faire face aux challenges de notre époque, avec un engagement important et des résultats afin de créer un pays plus inclusif ; en reconnaissant comme clé la valeur de l'ESS.

Beatriz Pons. Coordinatrice de programmes. <https://www.elabrojo.org.uy/>

4.2. Entreprenariat et innovation sociale

4.2.1 Entreprises sociales participatives et syndicats

Groupe Terre. Liège, Belgique

Avoir une gouvernance participative en démocratie directe ne s'inscrit pas dans la logique et le fonctionnement traditionnel de la concertation sociale belge, ce qui amène des incompréhensions et des tensions entre l'entreprise sociale et les organisations syndicales. Dès lors, nous avons construit un outil expliquant la logique participative et nous avons ouvert une discussion avec les organisations syndicales. Nous avons l'espoir de trouver un terrain d'entente pour les prochaines élections sociales en 2020.

Xabier Roberti. Chargé de Missions. <http://www.terre.be>

4.2.2 La mutuelle de solidarité et le développement local

Groupe de financement populaire (Kofip). Port au Prince, Haïti

La MUSO est un groupe de personnes, 30 au maximum, dans une localité qui se connaissent et décident ensemble d'épargner en vue d'atteindre certains objectifs communs. Après une période de maturité, la MUSO crée un espace d'échange et de concertation avec les autorités locales et les autres acteurs de la société civile pour discuter et réfléchir sur les orientations de développement de la zone et renforcer les autorités locales dans l'optique de la gouvernance locale.

Jean Luckner Romulus. Coordonnateur du Bureau national. <http://www.kofip.org/kofip/>

4.2.3 Projet MEGA : Promotion de l'entreprenariat migrant en Europe

Garapen. Amorebieta-Etxano, Pays Basque, Espagne

Le projet MEGA (Migrant Entrepreneurship Growth Agenda) s'attache à encourager des villes, des régions et des acteurs significatifs à établir des coalitions à l'échelle nationale, capables de promouvoir du soutien à l'entreprenariat migrant. MEGA plaide pour la sensibilisation et la génération de débats sur la manière de promouvoir plus efficacement l'entreprenariat migrant dans l'Union Européenne. Le réseau se compose de coalitions d'agents concernés à l'échelle nationale en Allemagne, en France, en Italie et en Espagne, afin de concevoir des actions conjointes permettant d'échanger des connaissances et des bonnes pratiques entre acteurs de différents pays et d'émettre des recommandations et des propositions aux institutions de l'UE.

Elisabet Urbietta. Gérante. http://www.garapen.net/public_home/ctrl_home.php

4.3. Monétisation de la valeur sociale des organisations

4.3.1 Mesure et évaluation de l'impact de l'économie sociale

TIESS. Montréal, Canada

L'évaluation et la mesure de l'impact social sont des termes qui font couler beaucoup d'encre depuis quelques années. Mais de quoi parle-t-on vraiment ? Quelles sont les origines de ces concepts ? Pour qui, pourquoi et comment évalue-t-on l'impact ? Quels sont les acteurs, méthodes et expériences en présence ? Quels sont les difficultés, les risques, opportunités, tensions et enjeux pour l'économie sociale et le développement de nos territoires ? À partir de la recension et de la mise en commun des approches, expériences, méthodes, et outils existants, le TIESS met en œuvre, en collaboration avec de nombreux réseaux de l'économie sociale un projet de transfert.

Émilien Gruet. Conseiller en transfert. <http://www.tiess.ca>

4.3.2 Monétisation de la valeur sociale dans les organisations d'Économie Sociale. Le cas de la Navarre

GEAccounting. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Répondant à l'intérêt croissant envers la mesure de la valeur sociale produite par les entreprises et les organisations, dans le cadre du Plan Intégral d'Économie Sociale de Navarre avec la mise en marche d'un plan d'action pluriannuel pour diffuser et implanter la comptabilité sociale orientée aux stakeholders dans des organismes d'Économie Sociale. Une équipe est ainsi formée entre universités, consultants, organismes usagers et Gouvernement, qui constitue un exemple d'écosystème de collaboration qui a déjà obtenu ses premiers résultats.

José Luis Retolaza. Directeur Scientifique. <http://www.geaccounting.org/>

4.3.3 Bilan Social 2.0. Innovation et responsabilité sociale dans la reddition de comptes

Fiare Banca Ética. Pays Basque, Espagne

L'un des principes qui nous inspire est « traitement des conséquences non économiques des actions économiques ». C'est la raison pour laquelle nous évaluons notre activité comme coopérative de crédit du point de vue économique, social et environnemental. C'est-à-dire, chaque année nous présentons non seulement le Bilan de l'exercice mais aussi le Bilan Social. Cet espace online est à la disposition des clients, des actionnaires, et il est également ouvert à la citoyenneté pour lui permettre de connaître notre façon de travailler en tant que coopérative, vérifier l'impact de notre activité et participer à l'objectif de faire de Fiare Banca Ética un organisme financier meilleur et capable de générer du changement.

Laura López Quintana. Responsable culturel. <https://www.fiarebancaetica.coop/>

4.3.4 Audit social des organismes d'économie solidaire au Pays Basque

REAS Euskadi. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Le processus d'Audit Social consiste dans un questionnaire d'auto-évaluation qui analyse le comportement et la philosophie des entreprises qui appartiennent à l'Économie Solidaire, et le degré de réalisation des 6 principes de l'Économie Solidaire. Ce processus permet aux organismes de se fixer des objectifs d'amélioration et d'en évaluer l'évolution au fil du temps. La batterie d'indicateurs de l'AS de REAS Euskadi se compose de : 96 données quantitatives utilisant des formules pour en faire 85 indicateurs quantitatifs et une Enquête qualitative de 48 articles pour les personnes employées et les volontaires.

Amaia Naveda. Coordinatrice de l'audit social. <https://reasnet.com/intranet/>

4.4. L'Économie Sociale dans l'Agenda 2030

4.4.1 L'Économie Sociale dans l'Agenda 2030 : identifier des objectifs, co-crée des politiques

Atelier coordonné par UNRISD- <https://www.unisdr.org/>

Objectifs de Développement durable (ODS) : ils sont universels, basés sur les droits humains, inclusifs, indivisibles et transformatifs. Les deux derniers concepts concernent également l'économie sociale et solidaire : indivisible (analyse intégrée) et institutions en transformation. Co-création de politiques publiques à Montréal : la force de l'ESS dans son souhait de travailler horizontalement, en créant des réseaux de networking entre mouvements sociaux. Verticalement, elle comprend différents niveaux de gouvernement. Sans cohérence entre les politiques au niveau local, régional et national, il est de plus en plus nécessaire d'avancer dans cette direction. Les limitations se trouvent plutôt dans l'absence de volonté politique, elles sont structurelles, institutionnelles et judiciaires (dans certains cas). En Corée, par exemple, il s'agit de lier l'activité des entreprises et les ODS, en particulier dans le développement de projets interinstitutionnels et politiques à Séoul : Interaction entre les analyses ascendante et descendante, analyse de soutien direct : alignement avec les politiques du gouvernement national. Un changement s'est produit depuis le soutien direct (subventions) du point de vue écosystémique. Un retour social important de l'ESS (1300 %), par rapport aux entreprises à but lucratif (71%). Seulement 0,5% de l'emploi total de Séoul se base sur l'économie sociale et solidaire. Mesures : contribution de l'ESS ? C'est un véritable défi. Au Québec, un guide d'investissement social a été créé comme outil pour financer des personnes qui apportent du capital. Certains paramètres sont faciles à mesurer, d'autres non. On a besoin d'une diversité d'indicateurs.

1. Mme. Joannah Caborn Wengler. Conseillère en communication, UNRISD
2. Mme. Marguerite Mendell. Directrice de l'Institut Karl Polanyi d'Économie Politique, Université de Concordia
3. M. Ilcheong Yi. Coordinateur senior de recherche dans le Programme Politiques de Sociales et de Développement d'UNRISD
4. M. Sergio Sandoval. Conseiller en communication, UNRISD

4.5 ATELIER GSEF. Travail décent et Initiative d'entreprise pour l'inclusion sociale et professionnelle

4.5.1 Travail décent et entrepreneuriat pour l'inclusion sociale et professionnelle en Afrique

Atelier coordonné par GSEF. Modératrice Laurence Kwark- Secrétaire Générale de GSEF. Ouverture : M. Jean Pierre Elong Mbassi - Secrétaire Général d'UCLG Afrique

Perspective et politique des gouvernements locaux sur l'Économie Sociale et Solidaire ESS pour le travail décent et l'inclusion sociale et professionnelle

Traditionnellement l'ESS était liée en Afrique aux coopératives agricoles et étaient perçues comme un outil d'émancipation des personnes et d'amélioration des conditions de vie et de développement des communautés dans lesquelles elles s'inséraient. Il s'agissait d'agents économiques dynamiques. Ce positionnement a changé depuis les années 2000 et l'ESS est perçue actuellement comme un secteur de réparation de dommages de la globalisation mondiale. Cela fait voir les coopératives comme un outil de lutte contre la pauvreté. On réclame la nécessité de repasser de l'ESS de réparation à l'ESS de transformation.

1. Ville de Praia, Cap Vert. M. Oscar Humberto Évora Santos, Maire
2. Ville de Bamako, Mali. M. Mahamane Toure, Directeur du Département de Développement Social et Solidaire
3. District de Nakawa, Ville de Kampala, Ouganda. M. Ronald Nsubuga Balimwezo, Maire

Importance et rôle des agents de l'Économie Sociale et Solidaire en Afrique pour le travail décent et l'inclusion sociale et professionnelle, challenges et perspectives d'urbanisation et de création de travail décent via l'Économie Sociale et Solidaire au niveau local et national

En Afrique, le travail décent est l'exception. La majorité des travailleurs sont employés dans l'économie informelle ce qui les fait exclure des systèmes de protection sociale qui peuvent exister. La crise financière mondiale en Afrique a également eu pour conséquence une augmentation du chômage. L'ESS est un générateur de postes de travail, et il existe une prise de conscience croissante sur le continent quant à l'importance qu'elle peut avoir en ce sens si on facilite un environnement favorable via : qualification pour entrepreneurs, cadre légal favorable, fonds publics soutenant l'entrepreneuriat en particulier chez les jeunes, et agents institutionnels qui soutiennent ces initiatives.

4. CITI-HABITATM, Cap Vert. M. Jacinto Santos
5. Espace marocain d'Économie Sociale et Solidaire et d'Environnement (EMESSE), Maroc. M. Mohammed Salhi
6. Division de Nakawa, Ville de Kampala, Ouganda. Mme. Awaali Shamim Namusisi, Conseillère municipale à la Jeunesse
7. POJeT La Plate-forme d'Organisations Juvéniles de Toulépleu, Côte d'Ivoire. M. Fabrice Adelphe Balou
8. Plate-forme d'Agents non Étatiques, Sénégal. M. Malick Diop
9. Réseau de Parlementaires sur l'Économie Sociale, Cameroun. Mme. Elise Pierrette Memong Meno - Epse Mpoung

ATELIERS SESSION 5

5.1. Expériences d'alliances entre organismes

5.1.1 Salon Handi-Market, Bretagne et Pays de la Loire. Optimiser les achats professionnels socialement responsables

Association Bsb-Laboss. Rennes, France

HANDI MARKET est une marque collective pour changer le regard des acheteurs professionnels privés et publics sur l'offre commerciale de produits et services proposée par les ESAT et les entreprises adaptées. C'est à dire l'offre proposée par des entreprises qui emploient plus de 80% de personnes en situation de handicap et investissent tous les secteurs d'activité économique. Développé sur les régions Bretagne et Pays de la Loire, HANDI MARKET organise un salon B2B régional tous les deux ans, ainsi que des rencontres professionnelles au sein des territoires tout au long de l'année. Elle participe au développement d'un réseau d'affaires local et socialement responsable.

Emmanuelle Fournil. Directrice. <http://www.laboss.fr/>

5.1.2 Mutualisme, une réponse intégrale aux challenges du développement

ODEMA. Buenos Aires, Argentine

De par sa dimension l'union du système mutuel mondial représente la création d'une synergie capable de transformer un objectif commun en réalités concrètes de développement partagé. Cette présentation s'attache à montrer comment le mutualisme, un système qui propage l'aide mutuelle et solidaire parmi ses membres, travaille en complémentarité totale avec les gouvernements et les États afin d'approuver les plans nationaux de mise en œuvre des Objectifs de Développement durable, en incluant la coopération Sud-sud.

Norma Alicia Roulin. Directrice bureau Genève et Abdelmuna Abdelmoumni, Vice-président. <http://www.odema.org/index.html>

5.1.3 Économie Sociale et initiative citoyenne au service de la transformation sociale

SAREEN SAREA. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Présenter la contribution significative et spécifique du Troisième Secteur Social du Pays Basque (TSSE) pour la promotion d'une société unie, inclusive, solidaire et participative, via l'action d'un réseau dense d'organismes d'intervention sociale, ayant un impact significatif sur l'économie basque (2,2% du PIB) et l'emploi (36.000 emplois). Entreprises et organisations d'initiative citoyenne, d'action volontaire, régies et jouissant de la participation des personnes elles-mêmes, des familles, des collectifs et des communautés destinataires de leur intervention. Un secteur qui contribue à étendre le bien-être général en collaboration avec d'autres secteurs, en particulier le secteur public, avec lequel il a coopéré dans la construction du Système Basque de Services Sociaux.

Mikel Barturen. Coordinateur Général. <https://www.sareensarea.eus/es/>

5.2. Transformation d'entreprise par l'économie sociale

5.2.1 Entreprenariat Coopératif dans la Silver Economy, Socem Hub : Social Care & Entrepreneurship Hub

Grupo SSI. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Grupo SSI a créé en 2015 : SOCEM HUB : Social Care & Entrepreneurship Hub, avec la promotion de la BEAZ, Région de Biscaye, pour mettre à la disposition de l'écosystème de l'entreprenariat de la CAE, la connaissance tacite, plus de 30 ans de travail dans le cadre des soins aux personnes, et presque 2 200 personnes destinataires de nos services, et la connaissance empirique. SSI dispose d'une unité de R+D+i qui appartient à la RVCTI. À ce jour, plus de 250 personnes ont reçu une formation à la sensibilisation envers le secteur : GO SOCIAL, 35 projets ont été suivis pour les mettre sur le marché, 4 coopératives ont été constituées, et d'autres projets sont encore en cours de maturation.

Karmele Acedo. CEO. <https://grupossi.es/>

5.2.2 Réussite de la transformation sociale via la professionnalisation et la dignification du travail des femmes

Ausolan S. Coop. Mondragón, Pays Basque, Espagne

La société qui a créé ce groupe est AUZO LAGUN SOCIEDAD COOPERATIVA, fondée en 1.969 par 17 femmes qui, n'acceptant pas de quitter le monde du travail suite à leur mariage, ont décidé de concilier leur vie professionnelle et familiale, en créant une coopérative de travail à temps partiel, et en prêtant des services aux entreprises de la zone d'influence avec deux services nécessaires : l'alimentation des travailleurs et le nettoyage des installations. Le groupe AUSOLAN est formé par 12 sociétés, qui emploient plus de 12.500 personnes distribuées dans toute l'Espagne.

María López. Directrice Corporative des Relations Institutionnelles, Services Juridiques et Ressources Humaines. <https://www.ausolan.com/>

5.2.3 Innovation et Engagement Environnemental et Social depuis la Société d'Économie Sociale

Kimu Bat. Azpeitia, Pays Basque, Espagne

La transformation d'une entreprise conventionnelle en Société d'Économie Sociale où les personnes sont à leur tour propriétaires de l'entreprise, a permis un nouveau style de direction, un nouveau système de gestion, une culture de coresponsabilité et un sens d'appartenance innovateur et inconnu jusqu'à ce jour pour les personnes qui intègrent ce projet. Il s'agit d'un projet incluant un engagement environnemental et social élevé envers des collectifs défavorisés et la mise en valeur du processus de transformation et des changements profonds éprouvés par cette activité et ses personnes suite à sa transformation en entreprise d'Économie Sociale.

Iker Goikoetxea. Membre du Conseil de la Direction. <https://www.kimubat.com/>

5.2.4 contribution des coopératives à l'économie de collaboration

CECOP Confédération européenne de coopératives industrielles et de services. Bruxelles, Belgique

L'innovation numérique et les profonds changements qui apparaissent dans l'organisation de la vie quotidienne de nombreuses personnes provoquent également une transformation radicale dans l'organisation du travail. L'économie numérique peut faciliter la création d'emploi, mais elle pose également des questions comme la qualité du travail, l'accès aux droits sociaux ou les inégalités. Comment les coopératives peuvent-elles profiter du potentiel de l'économie numérique ? Comment les coopératives impliquées dans l'économie de collaboration peuvent-elles être plus qu'un espace virtuel pour la collaboration et devenir un lieu indispensable de partage d'expériences, de connaissances, tout en ayant un impact sur le développement local ? Ce sont les questions auxquelles nous aimerions répondre avec notre initiative.

Giuseppe Guerini. Président. <http://www.cecop.coop/?lang=en>

5.3. Achat public et clauses sociales

5.3.1 Rencontre d'affaires inclusives : lien avec le marché public

Agence de développement Conquito. Quito, Équateur

La relation avec le secteur public par le Processus de Passation de marchés publics Inclusive favorisée au niveau national, a permis à CONQUITO, par le biais d'outils comme les Salons Métropolitains Inclusifs et le Catalogue Dynamique Inclusif, de générer des processus de RENCONTRES D'ACTIVITÉS INCLUSIVES, comme stratégie de développement économique qui recherche la démocratisation du budget municipal, en accordant un espace de concertation entre acteurs de l'économie populaire et solidaire qui recherchent des opportunités de marché et les organismes municipaux qui ont besoin d'engager des biens et des services, ceci grâce au cadre de la politique Décret Municipal local public Non 539

Vanessa Rosero Mañay. Responsable de Projets Économie Solidaire et Développement d'entreprise. <http://www.conquito.org.ec/>

5.3.1 Rencontre d'affaires inclusives : lien avec le marché public

Agence de développement Conquito. Quito, Équateur

La relation avec le secteur public par le Processus de Passation de marchés publics Inclusive favorisée au niveau national, a permis à CONQUITO, par le biais d'outils comme les Salons Métropolitains Inclusifs et le Catalogue Dynamique Inclusif, de générer des processus de RENCONTRES D'ACTIVITÉS INCLUSIVES, comme stratégie de développement économique qui recherche la démocratisation du budget municipal, en accordant un espace de concertation entre acteurs de l'économie populaire et solidaire qui recherchent des opportunités de marché et les organismes municipaux qui ont besoin d'engager des biens et des services, ceci grâce au cadre de la politique Décret Municipal local public Non 539

Vanessa Rosero Mañay. Responsable de Projets Économie Solidaire et Développement d'entreprise.
<http://www.conquito.org.ec/>

5.3.2 Coopération entre SIAE (Structures d'insertion pour l'Activité Économique) pour accéder à l'achat public

GIE Green. Bignay, France

Créé en 2011 et spécialisé dans la valorisation des espaces naturels, nous avons élargi notre périmètre d'intervention à d'autres secteurs d'activités pour ainsi proposer une offre de services multisectoriels (espaces verts, second œuvre, menuiserie, nettoyage) à nos donneurs d'ordres. Aujourd'hui, le GIE GREEN compte 23 membres et développe deux concepts : mutualiser et développer l'économie des SIAE, membres du groupement. Notre groupe d'acteurs de l'Économie Sociale et Solidaires réparti par zones géographiques, par métiers et/ou par problématiques communes constitue une véritable opportunité pour monter en compétences et développer activités et emplois notamment au bénéfice des personnes en situation d'exclusion habitant nos territoires. Bon nombre de structures souffrent en effet de leur petite taille, de leur manque de moyens et de leur isolement. Par la coopération et la mutualisation elles peuvent mettre en œuvre des projets et des processus auxquels elles n'auraient pu accéder individuellement, notamment afin de répondre aux marchés publics, qu'ils intègrent ou non des clauses sociales. Le GIE porte des valeurs solidaires fortes, notamment dans le cadre de réponse mutualisée aux marchés, impliquant une responsabilité partagée des SIAE.

Gabriel Grimaud. Chargé de mission développement économique. <https://www.greenpoitoucharentes.fr/le-green>

5.3.3 Faites-le local !, par la résilience économique

Locality. Londres, Royaume-Uni

Locality a travaillé avec six autorités locales du Royaume-Uni dans une initiative de recherche qui a été appliquée pendant 18 mois. Il s'agissait de démontrer l'impact que les dépenses publiques peuvent avoir sur l'économie locale et de promouvoir des solutions partagées entre le gouvernement local et les organisations communautaires d'économie sociale pour la passation de marchés publics. Ce projet a démontré la valeur ajoutée sociale et économique grâce à la mise en marche d'organisations locales d'économie sociale, dans un cadre de résilience économique locale développé en collaboration avec notre groupe directeur expert. Nous avons influé directement sur la pratique de gouvernement local de nos six partenaires, afin de développer des pratiques soutenant encore plus l'activité locale et d'augmenter la capacité des organisations communautaires.

Tony Armstrong. Directeur général. <https://locality.org.uk/>

5.4. Comment et quand renforcer les synergies entre économie sociale et politiques sectorielles.

Groupe de débat avec des représentants d'autorités publiques au niveau local national et international qui travaillent sur différentes politiques sectorielles, organisé par la Commission Européenne

Perspective de l'UE sur la manière de promouvoir l'intégration :

- L'intégration effective est la clé du succès des politiques de migration.
- Challenges communs, mais avec différents points de vue : possibilité d'apprentissage mutuel.
- Nombreuses pratiques ayant connu du succès et innovatrices.
- L'intégration est une question transversale → point de vue intersectoriel.

Politiques de développement rural et d'économie sociale (ES) :

- L'agriculture et les zones rurales sont très importantes pour l'ESS.
- ESS dans le secteur agricole : coopératives agricoles, agriculture sociale, agriculture communautaire, cultures écologiques.
- Les zones rurales représentent 80% de la superficie et 20% de la population. Cette politique devrait s'intégrer avec un autre type de politiques, dont l'ESS.
- Le développement durable dans les zones rurales a besoin de créer des synergies avec l'ESS.
- Il est important de créer des liens entre communes pour partager des ressources, des connaissances et des bonnes pratiques.
- Il est important de construire des ponts entre entreprises traditionnelles et l'ESS. Start-up souhaitant générer de l'impact social... clusters sociaux.
- Créer des coopératives dans lesquelles les travailleurs ont le contrôle.

5.5. Session organisée par Fair Trade Advocacy Office et World Fair Trade Organization

Atelier coordonné par Fair Trade Advocacy Office et World Fair Trade Organization. <https://www.wto.org/>
Modératrice : Mme. María Ferrer (Caritas)

Le commerce équitable est un outil de la transformation sociale importante qui s'attache à améliorer les conditions de vie des communautés les plus défavorisées de la planète, et qui donne la priorité aux personnes et à l'environnement face au bénéfice des entreprises. Les caractéristiques de ce type d'entreprises sont : (i) le respect des droits humains, (ii) un modèle d'affaire dont l'objectif est de maximiser les extériorités positives de son activité dans le cadre social et environnemental, (iii) avoir des fournisseurs qui respectent l'environnement et les droits humains ; (iv) le rôle des femmes dans ce type d'entreprises est plus élevé que dans les entreprises traditionnelles (75% des producteurs sont des femmes) et celles-ci occupent davantage de postes de responsabilité dans l'organigramme. De nombreuses entreprises de commerce équitable appartiennent à l'ESS.

1. **Mme. Carmen Rebollo Sánchez Directrice Générale de l'Institut Municipal de Consommation de la Mairie de Madrid**
2. **Mme. María Youngsin Lim Coordinatrice Nationale de la Commission du Commerce Équitable de Corée**
3. **M. Erinch Sahan. Directeur général de l'Organisation Mondiale de Commerce Équitable (WFTO)**

ATELIERS SESSION 6

6.1. Inclusion socio-professionnelle et Économie Sociale

6.1.1 L'expérience de Peñascal S Coop et de ses entreprises sociales et d'insertion

Peñascal S. Coop. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Présentation du travail réalisé par Peñascal, S. Coop. dans l'élaboration intégrale d'itinéraires de formation qui débouchent sur l'insertion socio-professionnelle, sur le marché ordinaire ou dans les 9 entreprises d'insertion et sociales que favorise la coopérative dans les secteurs de l'hôtellerie, du métal, du bois, de la climatisation et de la confection textile. L'itinéraire intégral mentionné inclut l'intervention de 3 domaines étroitement liés entre eux, comme le secteur de l'éducation, le secteur social et l'emploi. Il convient de souligner l'importance de la personne et la nécessité de concevoir des itinéraires personnalisés intégraux afin de garantir des insertions socio-professionnelles réussies et durables dans le temps.

David Tellería. Coordinateur Général. <http://www.grupopenascal.com/>

6.1.2 Projet de coopération étatique AERESS-FAEDEI de formation de techniciens d'accompagnement à l'insertion

AERESS-FAEDEI. Madrid, Espagne

Initiative de coopération étatique AERESS/FAEDEI afin de former les Techniciens d'Accompagnement des Entreprises d'Insertion aux procédures d'accréditation de l'expérience professionnelle des personnes en insertion. Les possibilités de certification sont particulièrement intéressantes en Espagne, où plus de 60% de la population active ne dispose pas de certificat de qualification professionnelle. Pour que les personnes en insertion puissent s'insérer plus facilement dans le marché ordinaire, il est nécessaire qu'elles puissent obtenir un titre formel reconnu équivalent à celui accordée par la formation officielle, et cette initiative offre aux techniciens les outils à travailler avec les personnes en Insertion pour qu'elles parviennent à se faire homologuer.

Lourdes Calabozo. Membre du Secrétariat Technique. <http://www.aeress.org/>

6.1.3 L'effet de la robotisation et de l'automatisation sur les opportunités d'emploi et sur la gestion d'entreprises pour les personnes handicapées

Gureak. Donostia-San Sebastian, Pays Basque, Espagne

Nous avons déjà assumé que la robotisation et l'automatisation sont passées du futur à l'ordre du jour. Même si les changements technologiques n'ont pas empêché historiquement de maintenir les taxes, pouvons-nous en dire de même de nos jours ? Que dire alors des Centres Spéciaux d'Emploi, dont la base du modèle de production s'attache à transformer des travaux compétitifs dans des tâches faciles, répétitives et représentant une valeur ajoutée réduite ? GUREAK a décidé de faire face à ce défi, et après une analyse réalisée conjointement, elle a défini des lignes d'activité concrètes pour que la robotisation et l'automatisation se transforment de menace en opportunité.

María Larraza. Directrice Marketing et Communication. <http://www.gureak.com/eu/>

6.2. Bonnes expériences et bonnes pratiques basques de modèles de gouvernance

6.2.1 Gouvernance coopérative : diagnostic et plans d'action

HUHEZI-Université de Mondragón. Eskoriatza, Pays Basque, Espagne

Le diagnostic sur la gouvernance coopérative que nous effectuons dans les coopératives du groupe MONDRAGON montre la nécessité de rénover les dynamiques de gouvernement, les mécanismes démocratiques et les moyens de participation pour apporter une réponse efficace aux nécessités du contexte actuel compliqué. Les coopératives sont des organisations qui encouragent la pratique démocratique dans l'environnement de l'entreprise. Cette initiative s'attache principalement à rénover cette pratique, identifier et proposer de nouveaux caps à suivre. À cet effet, nous approfondissons les activités avancées mises en marche dans différentes coopératives et nous en étudions les clés, tout en identifiant les clés pour un gouvernement coopératif adéquat.

Miten Zufiaurre. Chercheur de LANKI. <https://mukom.mondragon.edu/lanki/es/>

6.2.2 L'expérience de gouvernance du projet Goiener

Goiener S. Coop. Ordizia, Pays Basque, Espagne

GOIENER est un projet coopératif citoyen de génération et de consommation d'énergie renouvelable. Le projet GOIENER est un processus en fonctionnement, qui est organisé transversalement via des groupes de travail, constitués par des personnes volontaires et des employés, de manière locale ou thématique, qui travaillent les processus de production et de reproduction, exercent la prise de décisions par consentement et projettent leur travail de différentes organismes. Ces groupes permettent d'exercer la gouvernance du projet GOIENER d'une manière unie, participative et intégratrice.

Erika Martínez. Responsable de communication. <https://www.goiener.com/>

6.2.3 Transfert de connaissance de la Société d'Économie Sociale à d'autres organisations afin d'améliorer la gouvernance et la gestion participative

ASLE. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Gouvernance démocratique et gestion participative sont des caractéristiques identitaires des Sociétés d'Économie sociale. Si nous voulons avancer vers des organisations basées sur la coopération, la codécision et la coresponsabilité des personnes, la Société d'Économie Sociale joue un rôle déterminant en tant qu'exemple d'entreprise démocratique et participative. Il s'agit de mettre en valeur les caractéristiques essentielles de la Gouvernance démocratique et de la gestion participative qui caractérisent la Société d'Économie Sociale et de construire des ponts vers des entreprises n'appartenant pas à l'Économie Sociale qui souhaitent humaniser leurs modèles de gouvernance en donnant aux personnes l'importance qui leur correspond.

Jone Nolte. Technicien du Département Juridique et de RSE. <http://asle.es/>

6.2.4 Bonnes pratiques de politiques publiques : les personnes en tant qu'axe de l'organisation

GEZKI-Université du Pays Basque. Donostia-San Sebastian, Pays Basque, Espagne

Nous présentons l'initiative suivante : une table ronde « Dialogues de participation des personnes dans les organisations et leur incidence sur le territoire ». Il s'agit d'une table ronde à laquelle collaborent Mondragón Unibertsitatea, Agintzari SCIS et GEZKI Gizarte Ekonomia eta Zuzenbide Kooperatiboa Institutoa/Institut de Droit Coopératif et d'Économie Sociale (UPV/EHU). Il est prévu de travailler autour des bonnes pratiques développées sur le territoire quant à la participation des personnes (par des organismes concrets ou à des pouvoirs publics), puis de débattre sur le développement territorial et la participation des personnes dans les entreprises.

Aitor Bengoetxea. Directeur. <https://www.ehu.eus/es/web/gezki>

6.3. Écosystèmes d'innovation sociale

6.3.1 Construire un écosystème d'innovation sociale via la mobilisation des groupes d'intérêt : Le cas du Québec

Chantier de l'Économie Sociale. Montréal, Canada

La création de Chantier, qui a réuni de nombreux agents, dont des syndicats, des groupes communautaires, des chercheurs, et des réseaux sectoriels et territoriaux d'entreprises d'économie sociale qui travaillaient en dialogue constant avec le gouvernement, a permis d'établir et de déployer des innovations sociales importantes pour le Québec. Les excellents résultats obtenus avec ce *brainstorming* collectif sont la preuve que, d'une part, cette diversité d'agents travaille conjointement pour offrir une réponse innovatrice aux nécessités sociales existantes ; et, d'autre part, que le processus de co-création lancé par cette diversité d'agents, dont le gouvernement, a été clé pour identifier et développer des solutions efficaces et durables, avec un impact économique et social reconnu par tous.

Béatrice Alain. Directrice générale. <https://chantier.qc.ca/>

6.3.2 plates-formes en commun : fédérer et maintenir les plates-formes basées sur le commun

Université Paris-Dauphine. Paris, France

L'économie des plateformes collaboratives peut et doit être plurielle. À côté des plateformes capitalistiques, des alternatives coopératives/basées sur les communs émergent ; plus inclusives, élargissant leur gouvernance à leur communauté, favorisant des coopérations ouvertes ainsi qu'un juste partage de la valeur entre l'ensemble des parties-prenantes. Plateformes en Communs a pour but de développer une communauté et un commun autour de ces nouvelles plateformes numériques. Nous animons une communauté de plateformes coopératives/basées sur les communs, documentons leurs pratiques et créons un lieu de connaissances et de solutions collectives.

Guillaume Compain. Doctorant en sociologie. <https://www.dauphine.fr/fr/index.html>

6.3.3 Cigondewah Fashion Village Lab : piloter un écosystème d'économie créative de cycle fermé pour l'industrie de la mode

Bandung Creative City Forum. Bandung, Indonésie

L'initiative Fashion Village Lab (FVL) a démarré en 2014 afin d'améliorer les conditions de vie des personnes et des communautés locales à Cigondewah, sous-district de Bandung, connu pour sa production de marques et ses usines multinationales de confection. Elle a commencé par des recherches et la détection des potentiels et des capacités de la zone, puis des expériences, des concepts et des prototypes de solutions répondant aux problèmes environnementaux locaux. Tout cela en contact constant avec les parties prenantes locales. Au cours de sa dernière année, la FVL s'est attachée à créer un écosystème d'économie créative à boucle fermée pour l'industrie de la mode, où les activités économiques avancent tout en maintenant les qualités écologiques et sociales.

Dwinita Larasati. Secrétaire générale. <http://www.bandungcreative.id/>

6.3.4 Plan directeur d'innovation sociale pour l'emploi

Mairie de Séville. Séville, Espagne

Le Plan d'Innovation Sociale pour l'Emploi de Séville représente le premier plan avec ces caractéristiques. Il est déployé dans une série de propositions qui s'attachent à optimiser l'utilisation des infrastructures et des ressources municipales, afin de les mettre au service des nécessités de la citoyenneté. Récupération d'espaces, cession d'utilisations, reformulation d'utilisations etc. Toujours en partant sur le concept de proximité, avec les quartiers et les secteurs comme véritables alliés et catalyseurs des actions. Tout cela depuis la promotion et le soutien d'une nouvelle économie plurielle transformatrice (plurielle non seulement par la diversité des activités, mais également par la diversité des analyses économiques).

David Pino. Directeur Innovation et Économie Sociale. <https://www.sevilla.org/>

6.4. L'Économie Sociale dans les objectifs de l'agenda du développement durable

6.4.1 Unir le local et le global

Atelier organisé par RIPESS

RIPESS est un réseau global pour la promotion de l'économie sociale et solidaire comme alternative de transformation pour l'économie. Axes de travail : du niveau local au niveau global, alliances et convergences et inter-coopérations dans des questions spécifiques. Parvenir au niveau de développement durable établi dans l'Agenda 2030. L'articulation entre local, régional, national et international doit être efficace ; du local au global, et non du global au local. L'atelier se centrera sur ces 3 éléments, repris dans la description du sous-thème : Promouvoir la connaissance sur l'économie sociale (ES) et en consolider les réseaux. Soutenir la création d'un environnement institutionnel et juridique favorable pour l'ESS, en garantissant la coordination des efforts internationaux, en créant et en renforçant différentes alliances pour le secteur.

1. **M. Yvon Poirier. RIPESS Québec. <http://www.ripest.org/continental-networks/north-america/?lang=en>**
2. **M. Denison Jayasooria. Réseau Asiatique d'Économie Sociale et Solidaire à Kuala Lumpur. <http://www.ripest.org/continental-networks/asia/?lang=en>**
3. **M. Madani Koumaré. Réseau africain d'Économie Sociale et Solidaire à Bamako**
4. **M. Carlos de Freitas. Directeur des programmes. FMDV. Fonds Mondial pour le Développement des Villes. Paris. <http://www.fmdv.net/>**

6.5. Atelier GSEF. Coopération Internationale et Développement durable et inclusif via l'Économie Sociale

Atelier coordonné par GSEF. Modérateur Paul Ortega - Directeur Général de l'Agence Internationale de Coopération pour le développement du Gouvernement Basque.

La coopération internationale destinée au développement et à la promotion de l'ESS a un impact important sur l'amélioration des conditions de vie des communautés les plus défavorisées. Dans le cas des fonds européens de coopération de l'UE, il existe un problème de base : le déficit d'outils techniques permettant de connaître les projets d'ESS dans les territoires bénéficiaires afin de s'assurer que le financement parvient aux projets qui ont un impact plus significatif, c'est-à-dire qu'ils arrivent au « bon endroit ». Il existe une méconnaissance et un éloignement de ces fonds de financement européens envers les organismes d'ESS du territoire. Ces organismes sont normalement de petits opérateurs, qui appartiennent parfois à l'économie informelle, ce qui complique leur accès à ces fonds, qui sont en outre conçus et dirigés pour le financement de grands projets de développement. En Amérique Latine, les états n'ont pas favorisé le développement de l'ESS, et une certaine hostilité institutionnelle a existé historiquement envers les initiatives autogérées et participatives, ce qui en a limité l'expansion. Une augmentation et une amélioration de l'éducation universitaire dans le cadre de l'entrepreneuriat et de l'ESS est également nécessaire.

1. **M. Munchan Yi. Korea Telecom. <https://roaming.kt.com/rental/eng/main.asp>**
2. **M. Jean Luis Bancel. Président de Crédit Coopératif. <https://www.credit-cooperatif.coop/Institutionnel>**
3. **M. Ronal Nsubuga Balimwezo. Maire du District de Nawaka. Kampala. Ouganda**
4. **M. William J. Nègre. Directeur Coopération et Relations Nationales et Internationales. Ate. Lima. Pérou. <http://www.muni.ate.gob.pe/ate/principal.php>**

ATELIERS SESSION 7	
7.1.	L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES
7.2	ÉDUCATION, JEUNES ET TECHNOLOGIE
7.3.	L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SA CONTRIBUTION AUX PROCESSUS POST-CONFLIT
7.4.	UCLG-SESSION D'APPRENTISSAGE SUR L'ÉCONOMIE CIRCULAIRE POUR ATTEINDRE L'OBJECTIF 12 DE DÉVELOPPEMENT durable
ATELIERS SESSION 8	
8.1.	L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES
8.2	TERRITOIRES SOCIALEMENT RESPONSABLES
8.3.	L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LES OBJECTIFS DE L'AGENDA DE DÉVELOPPEMENT DURABLE
8.4.	INAISE-GÉNÉRATION DE FONDS ET D'AUTRES OUTILS POUR LA CRÉATION ET LE MAINTIEN DES ORGANISMES
ATELIERS SESSION 9	
9.1.	STRATÉGIES DE COLLABORATION ENTRE GOUVERNEMENTS LOCAUX ET AGENTS D'ÉCONOMIE SOCIALE
9.2	ENTREPREUNARIAT ET INNOVATION SOCIALE
9.3.	ÉCOSYSTÈMES D'INNOVATION SOCIALE
9.4.	COMMISSION EUROPÉENNE - L'ÉCONOMIE SOCIALE AU NIVEAU LOCAL
9.5.	LKS-ALECOPI- L'ÉCONOMIE SOCIALE DANS LE PROCESSUS DE PACIFICATION DE LA COLOMBIE

ATELIERS SESSION 7

7.1. L'Économie Sociale dans les politiques publiques

7.1.1 Perméabilisation des politiques publiques vers l'Économie Sociale via la structuration de la relation avec des agents de l'Économie Sociale

Mairie de Madrid. Madrid Espagne

Il s'agit de faire prendre conscience à l'ensemble des acteurs institutionnels de la valeur et de l'importance de l'Économie Sociale en tant que modèle économique, et pas seulement économique, qui doit inspirer l'ensemble des politiques publiques à développer par la Mairie de Madrid. Transversaliser et faire participer l'ensemble de l'institution municipale à la co-crédation des politiques publiques envers les valeurs démocratiques et le pari pour la durabilité sociale, économique et environnementale, en plaçant les personnes au centre de toutes les politiques, en les faisant assumer et intérioriser par toutes les personnes qui travaillent dans l'institution municipale. Une stratégie intégrale a ainsi été articulée, via la Stratégie d'Économie Sociale et Solidaire. La stratégie de collaboration entre la Mairie de Madrid et les acteurs de l'économie sociale dans la commune sont articulés par le biais de trois mécanismes :

- a- Conseil Consultatif de l'ESS.
- b- Tables territoriales d'articulation de l'ESS
- c- Conventions et subventions favorisant l'inter-coopération entre entreprises et organismes de l'ESS.

Bernardino Sanz. Directeur Général Économie et Secteur Public <https://www.madrid.es/portal/site/munimadrid>

7.1.2 L'Emploi aidé en tant qu'outil d'inclusion professionnelle dans des environnements ordinaires pour les personnes handicapées

EHLABE. Vitoria-Gasteiz, Pays Basque, Espagne

Les organismes sociaux et d'économie sociale d'EHLABE et du ForoEcA Euskadi gèrent des actions et des projets spécifiques d'inclusion socio-professionnelle dans des entreprises ordinaires depuis les années 1990, avec un dénominateur commun, la méthodologie de l'Emploi aidé. À partir de 2014, et avec la mise en marche, par Lanbide-Service Basque de l'Emploi, d'une Convocation pionnière d'inclusion professionnelle pour personnes handicapées via la méthodologie de l'Emploi aidé, la CAPV est la référence étatique dans l'encouragement, la promotion et la collaboration avec les organismes sociaux de l'économie sociale.

Pablo Moratalla. Coordinateur. <http://www.ehlabe.org/es/portada/>

7.1.3 Plan d'innovation sociale 2018-2021 de la ville de Montréal

Mairie de Montréal. Montréal, Canada

En 2018, la Ville de Montréal adopte son Plan d'action en innovation sociale 2018-2022, qui reconnaît le rôle clé de l'économie sociale et de l'innovation sociale pour le développement économique, social et culturel de la métropole. En portant une vision de l'innovation sociale ancrée dans l'initiative collective et à la portée transformatrice, la Ville de Montréal vise à favoriser un écosystème permettant le déploiement de l'innovation sociale et de ses processus. Elle entend reconnaître l'innovation sociale et ses entrepreneurs issus des secteurs privés ou collectifs, de même que renforcer la participation de l'économie sociale aux marchés publics. À ces fins, elle prévoit adopter des mesures de financement souples et adaptées.

Cécile Vergier. Commissaire au développement économique. <http://ville.montreal.qc.ca/portal/>

7.1.4 Monnaie sociale MUMBUCA

Mairie de Maricá. Maricá, Brésil

La Monnaie Sociale Mumbuca est la première Monnaie Sociale du Brésil implantée incluant une carte de débit. Elle transfère aujourd'hui 110 Mumbucas, soit l'équivalent de 110 R\$ (32 euros), presque 10% du salaire minimal brésilien à plus de 15 000 bénéficiaires à Maricá. Ce programme de « finances solidaires » est un outil d'activation important pour l'économie locale et de lutte contre la pauvreté. La Monnaie Mumbuca génère des postes de travail et de revenu, et son investissement municipal mensuel actuel est supérieur à R\$ 1,4 millions. En total, quatre programmes font partie de cette économie populaire et solidaire. Revenu Minimal Mumbuca (le plus important des quatre), Revenu Minimal Solidaire Jeune, Revenu Minimal Femme Enceinte et Revenu Citoyen de base. Le pari pour 2018 consiste à consolider le Revenu de base Citoyen et améliorer le système déjà existant comme par exemple l'implantation de cartes à chip, en augmentant encore plus la sécurité et les services disponibles pour les bénéficiaires.

Diego Zeidan. Secrétaire économique. <https://www.marica.rj.gov.br/category/estrutura/secretarias/economia-solidaria/>

7.2. Éducation, jeunes et technologie

7.2.1 Le rôle des villes dans la réduction de l'exode rural et dans l'immigration clandestine des jeunes : la voie de l'entrepreneuriat social

RENAPESS Mali. Bamako, Mali

Le projet intervient à Bamako qui est la première ville de destination des jeunes en exode rural mais aussi la première étape de tous les candidats à l'immigration. Bamako est un bassin de l'économie informelle dominé par les jeunes en exode rural, candidats à l'immigration et des jeunes migrants de retour. En 2015, le Mali a enregistré 376 jeunes candidats à l'immigration morts noyés dans la méditerranée. La promotion de l'entrepreneuriat social à Bamako est une stratégie opérante permettant de faciliter la transition des jeunes travailleurs de l'économie informelle qui constituent « un casse-tête sérieux » pour les villes vers l'économie sociale et solidaire, à travers les formes d'organisation qui lui sont propres; maîtriser l'exode rural et l'immigration des jeunes et améliorer les offres de produits et services dans les filières de ravitaillement, d'assainissement, des bâtiments et travaux publics, de la santé et de l'éducation communautaire.

Madani Koumaré. Président. <https://renapess.org/>

7.2.2 Gazteability, opportunités de travail pour jeunes souffrant de handicap intellectuel

Lantegi Batuak. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Gazteability fonctionne depuis 2015 et s'attache à faciliter des itinéraires de formation, de soutien individualisé et des stages pour personnes avec handicap intellectuel au chômage de moins de 30 ans. Ce programma a déjà permis à 150 jeunes de démarrer l'itinéraire avec une formation dans des compétences clé d'adaptation à l'emploi. 14 personnes avec handicap intellectuel de Lantegi Batuak effectueront également cette année des stages professionnels à l'étranger, encadrées par le programme KA1 ERASMUS Plus. La réalisation de ces stages à l'étranger représente pour les personnes avec handicap intellectuel, outre une expérience vitale importante, une opportunité de compléter leur formation dans des entreprises ordinaires, hors du cadre d'un centre spécial d'emploi.

Jugatx Menika. Responsable du département de Formation et de Développement. <http://www.lantegi.com/>

7.2.3 Présentation de l'Économie Sociale dans la Formation Professionnelle

Économistes sans frontière. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Le projet « Formation Professionnelle par le Développement Humain Durable » contribue à la construction d'un modèle de formation professionnelle où les espaces d'éducation formels et informels incorporent de manière synergique la promotion de la théorie et de la pratique du Développement Humain permettant à la communauté d'éducation de FP du Pays Basque d'acquérir des capacités, des outils et des espaces d'action transformateurs qui contribuent à l'exercice des droits humains, avec une projection à moyen terme et un effet multiplicateur pour la citoyenneté.

Patricia Solaun. <https://ecosfron.org/euskadi/>

7.2.4 entreprises sociales eco-friendly

Human Resource Development Foundation. Kanchipuram, Inde

La fondation HRDF va mettre en marche un programme de formation sur le développement de compétences pour la vie, qui s'adresse aux groupes les plus défavorisés des zones rurales. Cette formation destinée à développer les capacités sera suivie par des personnes migrantes et des jeunes femmes au chômage de l'environnement rural. Avec cette mesure, la HRDF s'attache à créer des emplois stables et à réduire le taux de chômage. La fondation travaille aussi à la génération d'un modèle adéquat valorisant l'expérience et les capacités des personnes expertes, améliorant ainsi leur situation professionnelle. Elle s'est également chargée de faciliter un projet d'innovation sociale pour autonomiser les personnes les plus défavorisées dans des entreprises sociales respectueuses de l'environnement (production écologique d'aliments). Il s'agit d'un modèle partant d'une base empirique de la fédération de l'agriculture organique et coopérative promu par plus de 2.000 agricultrices.

Sita Bohara. Directrice. <http://hrdfindia.com/>

7.3. L'Économie Sociale et sa contribution aux processus post-conflit

7.3.1 Innovation sociale et entreprise sociale pour la construction de la paix : enseignements tirés des expériences internationales dans les scénarios du processus de paix

Swarthmore College. Swarthmore, (PA) États-Unis.

Pendant l'été 2016, la Banque Mondiale a chargé un petit groupe de chercheurs et de professeurs de rédiger un rapport permettant de « comprendre le rôle de l'innovation sociale dans les scénarios du processus de paix et leurs implications pour l'opportunité historique qui se présente à la Colombie ». Le rapport « Republic of Colombia : Social Innovation for Peace Building in Colombia; Learning for international experiences in peace process scenarios », partage des perspectives, des expériences et des enseignements tirés dans différentes régions qui sont sorties d'un conflit, comme l'Irlande du Nord, l'Ouganda, l'Albanie et la République Démocratique du Congo, pour les transférer à l'accord de paix et au processus de paix en Colombie

Denisse Ann Crossan. Professeur d'Entrepreneuriat Social. <https://www.swarthmore.edu/>

7.3.2 L'Économie Sociale et Solidaire dans le processus de paix de la Colombie

Convergence Alternative Sociale et Solidaire pour la Paix. Colombie

Convergence Alternative Sociale et Solidaire pour la Paix est une initiative qui recherche, comme son nom l'indique, la convergence avec différentes organisations de l'économie sociale et solidaire nationale et urbaine, ainsi que dans le secteur rural et agricole, dans des conditions d'équité et en partant de la reconnaissance de leur culture et de leur autonomie. Cette initiative en construction nous demande d'accompagner la mise en œuvre de l'Accord entre les FARC-EP et le gouvernement, en soutenant l'économie solidaire et l'agro-écologie. En tenant compte de la situation actuelle de la Colombie, il est nécessaire de faire connaître une série de réclamations ou de demandes destinées à encourager et à affirmer le processus de paix dans le pays. Les questions centrales sont : aborder un audit international face aux ressources de coopération pour en garantir le plein rendement et la destination envers l'objectif auquel elles sont destinées. Il est indispensable de compter sur l'engagement des Forces Militaires de la Colombie et sur les actions du Gouvernement et de l'État pour protéger des leaders sociaux et éviter davantage de violence. Il faut reprendre l'esprit des accords de La Havane, l'« Accord final pour la fin du conflit ». Nous soulignons enfin l'importance de la coopération directe ou ayant une incidence élevée des Organisations Sociales et Ecomun, la coopérative fondée par les FARC.

Alfredo Cadena. Grupo coordinateur de la Convergence et César Díaz. Directeur Exécutif CIMA

7.4. Session d'apprentissage sur l'économie circulaire pour atteindre l'Objectif 12 de Développement durable (ODS)

Atelier organisé par le Comité de Développement Local d'UCLG

Présentation de projets liés à l'économie circulaire dans le secteur de la gestion de déchets, l'assurance de la production et la consommation durable. L'économie circulaire et les organisations d'économie sociale et solidaire qui l'encouragent sont des modèles plus justes et plus équitables d'organisation de production de biens et de services. L'économie circulaire est un nouveau modèle d'affaire, de production et de prestation de services qui correspond parfaitement aux principes de l'Économie Sociale et Solidaire. Il est nécessaire de chercher un autre paradigme de production et de consommation, et l'on travaille donc depuis le local à l'adoption de formes hybrides incluant la citoyenneté dans les services essentiels. Et ce, en tenant constamment compte du point de vue territorial, car cela veut dire donner la parole aux acteurs locaux, partager et collaborer à des stratégies d'adoption de nouveaux modèles de production et de consommation, totalement nécessaires pour travailler le respect des ODS.

1. Mme. Sara Hoefflich. UCGL. <https://www.uclg.org/es>
2. M. Juan Carlos Díaz. FAMSÍ. <http://www.andaluciasolidaria.org/>
3. M. Javier Quijada. SADECO. <https://www.sadeco.es/>
4. M. José Luis Sánchez. Réseau andalou d'Économie Solidaire. <https://www.economiasolidaria.org/reas-andalucia>
5. M. Roberto di Meglio. Conclusions

ATELIERS SESSION 8

8.1. L'Économie Sociale dans les politiques publiques

8.1.1 Finances éthiques, l'un des axes clé des politiques publiques

Mairie de Barcelone, Barcelone, Catalogne, Espagne

Dans le cadre de coproduction de politiques publiques locales et de coresponsabilité pour encourager et renforcer l'Économie Sociale et Solidaire dans la ville de Barcelone, la Mairie de Barcelone réalise six lignes de travail, dont le financement. L'actuel gouvernement local de Barcelone effectue des actions conjointes avec les principaux organismes de finances éthiques, la citoyenneté et les organismes sociaux, ainsi que des PME présentes dans la ville. Le double objectif est de changer la conception d'accès à des sources de financement externe et d'en améliorer les conditions d'accès.

Marina Gilaberte-Ferrús. Consultante sociale. <https://ajuntament.barcelona.cat/en/>

8.1.2 Politique sur la société civile et l'économie sociale : une analyse ascendante

Région Örebro. Örebro, Suède

La province d'Örebro a adopté sa première politique sur la société civile et l'économie sociale, principalement pour renforcer la participation et l'influence de la société civile et de l'économie sociale sur des questions comme le développement régional et la croissance régionale. Des représentants du cadre de l'économie sociale et d'autres secteurs de la société, dont plusieurs appartiennent à l'alliance pour l'innovation sociale, ont collaboré activement au développement de cette politique.

Anders Bro. Directeur de développement. <https://www.regionorebrolan.se/en/>

8.1.3 Outils pour la promotion de politiques publiques locales depuis l'économie solidaire

REAS Euskadi. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Depuis 2016, REAS Euskadi travaille à la promotion de politiques publiques depuis l'optique de l'économie solidaire. Du point de vue de la transformation des territoires et de la promotion d'un développement local alternatif (humain, social et durable), il a effectué un travail de dialogue avec les institutions publiques locales, les partis politiques et d'autres organisations. Il convient de souligner la création d'outils utiles pour le travail institutionnel local : un manuel pratique de politiques locales basées sur l'économie solidaire et un site web présentant des initiatives locales et des ressources documentaires internationales pour ce travail.

Zalao Pérez Hernandez. Responsable du département de recherche, de formation et de sensibilisation. <https://www.economiasolidaria.org/reas-euskadi>

8.1.4 Mécanisme citoyen d'évaluation participative des politiques publiques

Plateforme des acteurs non étatiques. Dakar, Sénégal

L'Université des Acteurs non Étatique est un cadre de dialogue, de réflexion, de partage, d'échange et de mutualisation des pratiques entre les différents acteurs non étatiques, l'État, les collectivités territoriales et les partenaires au développement. Elle offre l'opportunité de contribuer à renforcer la qualité de la participation des acteurs non étatiques aux politiques publiques et, ce faisant, de consolider la démocratie, l'État de droit et la bonne gouvernance dans notre société et nos institutions. Elle permet de faire le monitoring social de la mise en œuvre des politiques publiques dans chaque région et de recueillir les contributions sur les politiques nationales et stratégies locales dans les différents secteurs de développement.

Malick Diop. Coordonnateur. <http://www.platorme-ane.sn/>

8.2. Territoires socialement responsables

8.2.1 Label « Lyon, ville équitable et durable ». Une marque unique en Europe pour promouvoir la consommation responsable

Mairie de Lyon. Lyon, France

Unique en Europe ! La mairie de Lyon développe depuis 2010 un label territorial qualitatif. Objectif ? Récompenser les structures locales les plus engagées pour la consommation responsable et la responsabilité sociétale des organisations. Plus de 220 associations, coopératives, entreprises sociales, commerces, événements sont réunis dans un véritable club. Le club LVED, animé par la municipalité, crée des synergies et développe des projets collectifs, dans une démarche de progrès continu. Le label LVED, c'est LE repère qualitatif pour les consommateurs responsables.

Dounia Besson. Adjointe au maire chargée de l'Economie sociale et solidaire. <https://www.lyon.fr/>

8.2.2 Réutiliser et recycler, les entreprises sociales comme partenaires des organismes locaux et régionaux pour la mise en œuvre de modèles d'activité d'économie circulaire

Rreuse. Bruxelles, Belgique

RREUSE est un réseau qui représente les intérêts d'environ 1 000 entreprises d'économie sociale dans 23 pays d'Europe et qui se consacre aux secteurs de la réutilisation, de la réparation et du recyclage. Le réseau RREUSE réunit environ 140 000 personnes d'entreprises sociales locales, qui revendiquent leur vision d'économie circulaire en recueillant des articles utilisés (vêtement, appareils électriques, meubles et autres objets réutilisables) pour les mettre sur le marché d'occasion ou en évaluer la possibilité de recyclage. Ces initiatives sont combinées avec la réintroduction de groupes de personnes en risque d'exclusion sociale. RREUSE se centre sur la promotion d'un cadre politique permettant le développement d'entreprises sociales actives dans la réutilisation, la réparation et le recyclage.

Nina Monjean. Responsable de politiques de bien-être social. <https://www.rreuse.org/>

8.2.3 Le rôle de GSD (Gredos San Diego) dans le développement socio-économique de la Réserve de la Biosphère Sierra del Rincón (région autonome de Madrid)

GSD cooperativa. Madrid, Espagne

GSD gère depuis 2013 avec la coopérative Helechos (6^{ème} principe) le Programme de Formation, Promotion, Dynamisation et Divulgateur Environnementale dans la Réserve de la Biosphère Sierra del Rincón du département d'Environnement, d'Administration locale et d'Aménagement du territoire de la région autonome de Madrid, (7^{ème} principe coopératif). Les objectifs fondamentaux du programme sont la conservation de la biodiversité et du patrimoine culturel de la zone, le développement de programmes de communication et d'éducation environnementale destinés à la population, locale ou non, ainsi que la dynamisation socio-économique de la zone, en favorisant la génération d'emploi et l'installation de population sur le territoire. GSD développe l'auto-emploi, les coopératives, l'emploi vert.

Marta López Abril. Responsable du Département d'Environnement. <https://www.gsdeducacion.com/>

8.2.4 Huerto Roma Verde Comunidad Civilizatoria

La Cuadra Provoca ciudad Ac. Mexico City, Mexique

Situé au cœur de la Ville de Mexico, Huerto Roma Verde est né en 2012 suite à l'organisation communautaire qui a décidé de dégager un terrain de presque un hectare, qui était abandonné depuis plus de 27 ans. Des citoyens et des organisations sociales, coordonnées par La Cuadra A.C., se sont chargés de nettoyer et de régénérer l'espace, et d'effectuer des activités et des projets socio-environnementaux afin de « Générer une communauté active s'insérant dans la construction du bien-être commun de l'environnement ». Les activités et les projets du Huerto Roma Verde se concentrent aujourd'hui sur la création, l'intégration et la promotion de bonnes pratiques sur 7 axes Transversaux et complémentaires.

Piero Barandiarán. Complice Asociado. <https://lacuadra.org.mx/>

8.3. L'Économie Sociale dans les objectifs de l'agenda de développement durable 2030

8.3.1 Climat et souveraineté alimentaire nutritionnelle (CLIMASAN)

Plate-forme d'Économie Solidaire Guatemala. San Andres, Guatemala

La Politique Municipale « Climat et Souveraineté Alimentaire Nutritionnelle » est une initiative basée sur le développement durable, le développement de chaînes de valeur formé par des entreprises communautaires, soutenues par l'investissement public. L'objectif est la génération de revenus et d'emplois pour les familles via le développement d'entrepreneuriat hautement résilient. Les axes thématiques de la politique sont : Gestion de la connaissance, Économie solidaire, Changement climatique et Souveraineté alimentaire nutritionnelle. Cette politique a été approuvée par le Conseil du Développement Communautaire du Gouvernement Municipal de San Andres, Peten, en avril 2017.

Robert José Bonilla. Direction Technique. <https://www.pecosol.org/>

8.3.2 Autonomisation et création de capacités pour personnes handicapées par le biais du sport, pour un développement inclusif

Association de professionnels du secteur social et experts en développement. Chandrigah, Inde

Inspiré par le Groupe de Travail Interinstitutionnel des Nations Unies sur le Sport pour le Développement et la Paix (UNOSDP), et avec la collaboration principale de RGNIYD et de RC, le Gouvernement Indien a innové en organisant un atelier centré sur l'autonomisation et le développement de capacités par le sport chez des jeunes handicapés. L'objectif principal est de faciliter le rapprochement entre les personnes et la planète, en ne laissant personne en arrière, l'Agenda 2030 est une opportunité unique d'agir au niveau mondial pour le développement et la paix. Le sport a démontré être un outil économique et flexible de promotion des objectifs de paix et de développement.

Vivek Trivedi. Fondateur. <http://www.apswdp.org/>

8.3.3 Distribution alimentaire et développement durable : L'expérience d'Eroski

Eroski. Elorrio, Pays Basque, Espagne

Il s'agit d'exposer comment la promotion d'une vie plus saine et plus durable est la manière d'articuler, au XXIème siècle, l'objet social d'une coopérative de consommation. Nous présentons notre manière d'aborder cet enjeu depuis EROSKI, via le développement d'une proposition de valeur différente, dans un modèle de magasin différent, avec l'implication et l'écoute des consommateurs et des autres groupes d'intérêt, depuis une implication puissante au niveau local, la formation et l'information des consommateurs. Montrer comment la quasi-totalité des ODS trouvent une déclinaison ambitieuse et cohérente dans notre stratégie, avec une capacité indubitablement transformatrice.

Alejandro Martínez Berriochoa. Directeur Général de la Fondation Eroski et Directeur de Marketing Stratégique. <https://www.eroski.es/fundacion-eroski/>

8.3.4 L'effet papillon d'une monnaie ou comment les finances éthiques encouragent les ODS

Oikocredit. Amersfoort, Pays-Bas

Il s'agit d'une coopérative internationale de crédit dont le siège central se trouve aux Pays-Bas, qui dispose de bureaux dans plus de 27 pays et qui s'attache à financer des projets dans le Sud global en échange d'un dividende social élevé. L'investissement socialement responsable par le biais des finances éthiques est un outil clé dans le soutien à la réalisation des ODS. Nous analyserons comment l'économie des associés d'Oikocredit, centré sur 17 projets développés par des coopératives, des organismes micro-financiers et des entreprises productrices d'énergie renouvelable, et qui s'attachent à leur tour à la réalisation des différents ODS, favorisent un développement durable dans les pays du Sud.

Jorge Berezo. Président d'Oikocredit Euskadi. <http://www.oikocredit.es/es/>

8.4 Génération de fonds et d'autres outils pour la création et le maintien des initiatives d'Économie Sociale

8.4.1 L'écosystème actuel de financement de l'Économie Sociale répond-il correctement aux challenges que rencontrent les entreprises d'Économie Sociale en croissance ?

Atelier organisé par INAISE

La finance conventionnelle n'est pas apte à appuyer l'ESS mais la finance solidaire est-elle suffisante pour permettre le changement d'échelle de l'ESS? Dans ces conditions, comment faciliter l'établissement d'écosystème financiers favorables au développement de l'ESS et adaptés aux spécificités des pays? Comment diversifier le financement de l'ESS via ses sources traditionnelles comme innovantes grâce à une meilleure prise en compte de ses besoins et au développement d'outils adaptés? Les institutions de la finance sociale et solidaire travaillent-elles dans une perspective d'un monde équitable? Il est très important de construire une citoyenneté responsable qui reconnaît la valeur sociale de l'appui financier à l'ESS

1. Mme. Milder Villegas. Président INAISE. <http://inaise.org/>
2. M. Pedro Sasía. Président FEBEA. <https://www.febea.org/>
3. M. Héctor Farro. Directeur RENFORCER. <https://fortalecer.org/index.html>

ATELIERS SESSION 9

9.1. Stratégies de collaboration entre gouvernements locaux et agents de l'Économie Sociale

9.1.1 Clauses sociales et marchés publics : Partenariat territorial destiné à encourager l'insertion sociale

Cda La Rochelle. La Rochelle, France

Soucieux d'améliorer l'accès à l'emploi des publics en difficulté d'insertion professionnelle, des partenaires publics et privés ont décidé de créer un guichet unique de facilitation des clauses sociales dans leurs marchés sur le territoire de l'Agglomération de La Rochelle. Une convention de partenariat a été signée le 13 juillet 2016 ayant pour objet de définir les missions, les modalités de fonctionnement, le financement du guichet unique ainsi que les instances de pilotage et de suivi de la mission.

Axelle Chapuis. Chargée du développement de l'ESS. <https://www.agglo-larochelle.fr/>

9.1.2 LANDALAB

Agintzari. Bilbao, Pays Basque, Espagne

Le projet pilote LANDALAB s'attache à concevoir, modéliser, piloter et communiquer un modèle innovateur d'intervention communautaire capable de s'adapter et de se répliquer dans les différentes réalités rurales, en combinant les nouvelles possibilités technologiques et l'utilisation de l'intangible de la connaissance communautaire tacite. Il cherche à apporter une solution aux nécessités d'intervention sociale spécifique aux zones rurales, via un modèle partagé de collaboration entre agents publics et sociaux, en insérant activement la citoyenneté (communauté), apportant ainsi des réponses spécifiques aux nécessités identifiées dans chaque zone établie, en innovant dans la réponse publique de ressources sociales.

Eduardo Díaz. Responsable de projets. <http://agintzari.com/cas/index.aspx>

9.1.3 Programme ENLACE : Centre pour l'innovation et l'inter-coopération

Intendance de Montevideo. Montevideo, Uruguay

À Montevideo, la politique publique de promotion du coopérativisme et de l'économie sociale suit 3 lignes d'action, l'encouragement de l'innovation, l'inter-coopération et l'amélioration continue. Dans ce cadre, l'espace de collaboration ENLACE héberge dans son bâtiment 40 organisations d'économie sociale et solidaire, coopératives, ONG, collectifs d'usagers de la santé, activités culturelles et communautaires. ENLACE forme des coopératives en gestion de la qualité, utilisation de nouvelles technologies, et crée des activités inclusives. La gestion de l'espace suit en outre un processus de cogestion stratégique entre le secteur public et le secteur de l'économie sociale et solidaire.

Mateo Daniel Arbulo. Responsable du Département d'Économie Sociale et Solidaire. <http://www.montevideo.gub.uy/>

9.1.4 Marchés solidaires. Améliorer l'alimentation et la qualité de vie dans la ville et la relation harmonieuse entre ville et campagne

Consommateurs par le développement. Lima - Huamanga - Ayacucho, Pérou

L'initiative d'Économie Sociale et Solidaire, de CONSUMIDORES POR EL DESARROLLO, en alliance avec la commune, des ordres professionnels et des organisations de la société civile, favorise la souveraineté et la sécurité alimentaire, dans la ville de Huamanga, en participant à des salons d'ESS, en proposant des aliments de la région, et en formant les producteurs et les consommateurs. Ceci améliore l'alimentation de la population des villes et contribue à aider les producteurs communautaires de la petite agriculture familiale à vendre leurs aliments dans des conditions hygiéniques. L'expérience jouit de la participation de l'Ordre des Nutritionnistes, via la formation et la promotion de la consommation d'aliments sains afin d'améliorer la santé et de promouvoir le développement local, en produisant de l'emploi et de l'économie locale. L'initiative contribue au marché équitable entre les acteurs du développement rural et urbain.

Raúl Luna Rodriguez. Coordinateur

9.1.5 Politiques actives comme mesure d'inclusion socio-professionnelle

Generalitat de Catalogne. Barcelone, Catalogne, Espagne

La Catalogne a parié fortement pour un changement de modèle d'intervention dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités, avec une série de mesures qui vont depuis la garantie de revenus des personnes, jusqu'aux politiques actives nécessaires pour fournir des instruments effectifs d'insertion professionnelle garantissant la pleine autonomie des individus et leur dignité en tant que sujets de droit, avec des obligations et leur offrant la capacité de cesser de dépendre d'une aide sociale. Il s'agit d'un projet intégral centré sur la garantie pour les personnes d'obtenir un travail décent, en particulier s'il s'agit de collectifs vulnérables. Parce que le travail est la meilleure politique sociale.

Elisabet Parés. Technicienne d'emploi. <http://treball.gencat.cat/ca/inici/>

9.2. Entrepreneuriat et innovation sociale

9.2.1 Entrepreneuriat social coopératif : Pourquoi et pour quoi. Expérience de KOOPFabrika

Lanki. Eskoriatza, Pays Basque, Espagne

KoopFabrika ne démarre pas de zéro. En se basant sur deux expériences pilotes effectuées précédemment ('Kooperatzen' et 'Berrekin. Berregin'), elle apparaît avec la vocation de satisfaire une nécessité identifiée dans la société. Outre les modèles actuels pour encourager l'entrepreneuriat, il est nécessaire d'offrir un programme et un cadre centrés sur l'économie sociale. KoopFabrika offre donc l'opportunité de mettre en pratique de nouveaux modèles d'entrepreneuriat, en se basant sur la promotion de nouvelles activités socio-économiques suivant les clés du coopérativisme et du développement communautaire. La proposition de valeurs du programme se base sur deux piliers principaux : KoopFabrika est un programme d'entrepreneuriat basé sur la matrice du coopérativisme qui réunit les caractéristiques principales de l'économie sociale : vocation pour la transformation sociale, l'inter-coopération et la collaboration, caractère collectif, participation, promotion de l'action.

Ariane Kareaga. Chercheuse et professeur. <https://mukom.mondragon.edu/lanki/es/>

9.2.2 Université et Commune : alliance pour la promotion d'Entreprises d'Économie Sociale centrée sur l'innovation

Institut de conception et d'innovation technologique de l'Université Latino-américaine Puebla. Puebla, Mexique

Pour la première fois au Mexique, une commune s'allie avec une Université privée en mettant en marche un projet destiné à promouvoir la création et le développement d'entreprises d'économie sociale et d'actions de second niveau (consommation, économie, production) comme stratégie de promotion de l'emploi local dans des zones souffrant de la pauvreté et de la violence. Le point de vue du Projet insiste sur l'innovation de ces entreprises. Au cours de la dernière année, l'IDIT d'Ibero Puebla a incubé plus de 300 entreprises d'économie sociale et y a développé des structures de second niveau. Les autorités municipales se sont fortement engagées en modifiant les codes municipaux, par des achats municipaux et des espaces commercialisation, etc.

Elia Maria Irigoyen. Coordinatrice de l'incubateur. IDIT-Ibero. <https://www.iberopuebla.mx/la-ibero/directorio>

9.2.3 Juntas Emprendemos (Toutes ensemble, nous entrepreneurs)

Tangente Grupo Cooperativo. Madrid, Espagne

Juntas Emprendemos est un programme de formation et d'accompagnement destiné à promouvoir les capacités d'entrepreneuriat des femmes en situation de vulnérabilité, et qui insiste sur la promotion de l'entrepreneuriat social et/ou collectif. Il est développé dans quatre régions autonomes (Aragon, Catalogne, Madrid et le Pays Basque) et naît d'un groupe d'organismes appartenant à des réseaux étatiques de l'économie sociale et solidaire. Un itinéraire de qualification intégrale est proposé pour améliorer l'employabilité, les conditions socio-professionnelles et la qualité de vie des participantes, en libérant et en mettant en valeur leurs compétences propres, leurs ressources et leurs capacités, afin de les appliquer dans des secteurs de production. Le programme travaille manière centrale et transversale à l'autonomisation des participantes en établissant trois étapes : pré-entreprendre, apprendre à entreprendre et entreprendre. Dans l'entrepreneuriat, le programme s'attache à encourager le développement d'initiatives d'apprentissage social, de projets transformateurs, responsables et durables envers la société et l'environnement.

Sandra Salsón. Consultante sociale. <https://tangente.coop/>

9.2.4 Sceaux Valley, un écosystème d'innovation sociale pour un développement local inclusif et durable

Mairie de Sceaux. Sceaux, France

La ville de Sceaux a créé Sceaux Valley, un écosystème d'innovation territorial qui fait émerger des projets à impact social positif et créateurs de valeur partagée. Elle les accompagne dans leur développement et leur changement d'échelle en partenariat avec des organismes d'appui, de formation, de financement et d'incubation de premier plan, qu'elle a sélectionnés et fédérés autour d'une charte de partenariat et d'engagement qu'ils ont tous signés. Ces projets peuvent être initiés et portés par toute partie prenante du territoire (citoyens ou groupe de citoyens, municipalité, association, entrepreneur, entreprise, fondation, etc.). La municipalité joue alors le rôle de facilitateur et de catalyseur de projets à impacts positifs tout en favorisant la co-construction des solutions avec les parties prenantes du territoire.

Othmane Khaoua. Conseiller municipal délégué à l'Économie sociale et solidaire. <https://www.sceaux.fr/>

9.3. Écosystèmes d'innovation sociale

9.3.1 Coopération entre iCOOP KOREA et les organisations gouvernementales : augmenter la compétitivité de l'économie sociale et renforcer l'écosystème

Icoop Korea. Séoul, République de Corée

Malgré l'existence de nombreuses organisations sociales et économiques, dont 12 000 coopératives, le challenge auquel elles doivent maintenant faire face consiste à croître, se développer et avoir un impact social. En termes de ventes, d'emploi et de contribution de valeur sociale, par exemple, la majorité des entreprises sociales et des coopératives sont trop petites pour atteindre les objectifs établis. Conscient de cette problématique, le gouvernement a mis en œuvre des politiques pour permettre à ces organismes d'augmenter leur capacité de générer de l'emploi dans l'exercice de leur responsabilité sociale. Ainsi, iCOOP KOREA collabore systématiquement avec le gouvernement, en utilisant ses ressources pour établir un écosystème aidant à améliorer l'économie sociale, aborder les problèmes sociaux et soutenir les organisations sociales et économiques dans des domaines comme l'éducation, le financement, les projets conjoints, l'expansion de marché et la promotion d'améliorations institutionnelles.

Juhee Lit. Directeur de relations internationales. www.icoop.co op

9.3.2 Écosystème d'Innovation Sociale d'Emilia Romagna : le rôle joué par l'Agence de l'Innovation

Aster. Bologne, Italie

La région d'Emilia-Romagna se fait remarquer par son écosystème d'innovation sociale, caractérisé par la présence de nombreux agents, pratiques et expériences de réseaux en rapport avec l'innovation sociale. Nous avons également développé une stratégie de spécialisation intelligente au niveau régional qui reflète le sujet de l'innovation sociale et, plus concrètement, le point de vue basé sur les personnes en tant que pièce fondamentale pour la région. Toutefois, même si la présence de cet écosystème d'innovation sociale n'a pas encore été reconnue officiellement, l'initiative réalisée par ASTER s'attache à étendre le potentiel des innovations sociales dans la région, via des connexions structurées avec les réseaux existants et gérées par ASTER (réseau d'incubateurs, de laboratoires ouverts et de réseaux Maker).

Sara D'Attorre. Fonctionnaire de projets. Zone européenne et internationale. <https://www.aster.it/>

9.3.3 Alliance BSH et AERESS pour une gestion correcte des déchets et l'insertion socio-professionnelle : un exemple de collaboration entre une multinationale et un réseau d'Économie Sociale

Aeress. Madrid, Espagne

Initiative d'innovation sociale, d'alliance entre une multinationale (BSH) et un réseau étatique d'organisations d'ESS (AERESS), dans le cadre d'une réglementation sur la gestion de déchets d'appareils électriques et électroniques, qui reconnaît explicitement les gestionnaires d'ESS comme l'un des agents clé et qui parie sur la préparation pour la réutilisation, secteur dans lequel l'ESS s'est spécialisée. Un exemple de collaboration win2win qui apporte en outre des bénéfices importants à la société dans son ensemble : elle aide l'État et les entreprises à respecter leurs objectifs de gestion correcte des déchets, c'est-à-dire de réduction de la pollution, et à générer des emplois d'insertion pour des personnes en situation de vulnérabilité.

Laura Rubio. Directrice Secrétaire Technique. <http://www.aeress.org/>

9.3.4 Créer des moyens de vie et promouvoir la paix pour les réfugiés et les communautés d'accueil via l'économie sociale : le cas de la Tanzanie

Good Neighbors International. Dar es-Salaam, Tanzanie

GNI, le programme sur les moyens de vie des réfugiés dans les campements de Tanzanie, renforce l'autosuffisance, favorise la cohésion pacifique et la gestion durable des ressources pour les réfugiés et la communauté d'accueil en Tanzanie, via un modèle d'économie sociale basé sur un marché commun. Ce programme réunit des gouvernements locaux, des agences de l'ONU, des réfugiés et des communautés locales pour stimuler les ressources limitées auxquelles ont accès les réfugiés et les communautés d'accueil qui vivent dans la pauvreté extrême. Différents moyens ont été établis à cet effet, comme la création d'un marché commun, la mise en marche d'une commission de marché, des expériences de formation d'entreprise et de micro-financement, en promouvant le dialogue qui favorise la bonne gouvernance.

HA Eun Seong. Représentant du bureau de Gênes. <http://www.goodneighbors.org>

9.4. Économie Sociale au niveau local

9.4.1 Commission Européenne

Atelier interactif organisé par la Commission Européenne

Objectifs.

- a) Présenter les résultats du programme « Régions d'Économie Sociale Européenne 2018 Pilot » (32 régions de l'Union Européenne et 12 pays des Balkans Occidentaux et de l'Est européen) pour partager les meilleures pratiques au niveau de l'UE, des régions et des pays présents dans le Forum en présentant leurs initiatives et qui ont été : de l'Union Européenne : Strasbourg, Pologne, Murcie, Finlande, Navarre, Occitanie, Lille, Dublin, Laponie, Emilia Romagna. Balkans et Est Européen : Albanie, Serbie, Bulgarie, Biélorussie, Moldavie, Ukraine, Arménie, ainsi que 2 territoires d'outre-mer : île de Mayotte et Aruba.
- b) Ébaucher une stratégie de poursuite du programme dans le futur au-delà des frontières de l'UE

Les conclusions constatent la nécessité de poursuivre la prise de conscience, la nécessité de soutenir la coopération inter-régionale (échanges entre régions, focus groups...), reconnaître l'importance du rôle de l'achat public, des finances de soutien, des réseaux et des partenariats qui peuvent être articulés. Le représentant de l'Union Européenne, conclut que, au vu des résultats obtenus par le programme pilote, un nouveau programme de soutien et de budget de l'Unité de la CE sera établi pour promouvoir ces initiatives.

Ulla Engelmann. Chef d'Unité de Technologie Avancée. Clusters et Économie Sociale.
<https://ec.europa.eu/info/departments/internal-market-industry-entrepreneurship-and-smes>

9.5. L'économie sociale dans le processus de pacification de la Colombie

Atelier organisé par LKS S.Coop et Alecoop Group.

Le but est de présenter le projet financé par l'Union Européenne, avec la participation du Gouvernement de la Colombie et d'autres agences, dont l'objectif principal est d'étayer la durabilité d'ECOMUN et de ses coopératives, promouvoir le processus de réincorporation économique et sociale des anciens combattants des FARC-EP par le travail, tout cela, depuis le point de vue de la réconciliation, la promotion de la coexistence et la construction de la paix. Le Projet est mis en œuvre depuis une analyse des activités et des territoires inclusif et durables. Basé sur l'expérience de MONDRAGON. Avec 3 piliers fondamentaux : créer et consolider une base durable d'Économie Sociale, de Qualification et d'Entreprenariat collectif, Développer des territoires inclusifs centrés sur l'Innovation Sociale, tout en garantissant la compétitivité et la durabilité.

1. Mme. Lucía Castillo. Union Européenne
2. M. Carlos Ubaldo Zuñiga. Président d'ECOMUN. Colombie
3. Mme. Luz Mery López Pascagaza. Candidate au Congrès pour le parti FARC
4. M. Gorka Espiau. Agirre Lehendakari Center
5. M. Carlos Mataix. itdUPM. Centre d'Innovation en Technologie pour le Développement Humain

PARTENAIRES

Euskadi, auzolana, bien común



ARRASATEKO UDALA
AYUNTAMIENTO DE MONDRAGÓN

EUDEL

EUSKADIKO UDALEN ELKARTEA
ASOCIACIÓN DE MUNICIPIOS VASCOS



KONFEKOOP

Euskadiko Kooperatiben Konfederazioa
Confederación de Cooperativas de Euskadi



ekonomia alternatibo eta solidarioaren sarea
red de economía alternativa y solidaria



EHLABE

Inclusión sociolaboral de personas con discapacidad
Euskal Herriko Lan Babestuaren Elkarte



Sareen sarea

Euskadiko Hirugarren Sektore Soziala
Tercer Sector Social de Euskadi

asle



Asociación de Empresas
de Inserción del País Vasco
Gizarteratzeko eta Laneratzeko
Euskadiko Enpresen Elkarte